

HYDROCARBURES
**L'APPO prépare une
 plateforme
 africaine pour le
 contenu local**

P 16

NUMÉRISATION ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Lancement officiel du projet «DigiEnR»

Dans le cadre du partenariat énergétique algéro-allemand, l'ambassade d'Allemagne en Algérie a officiellement lancé le projet « DigiEnR », une initiative consacrée à la modernisation et à la numérisation du réseau électrique algérien. Financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mis en œuvre par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), ce programme vise à accompagner la transition énergétique de l'Algérie en favorisant l'émergence d'un système électrique plus moderne, plus flexible et plus durable. P 3



FORMATION
 PROFESSIONNELLE
**Le programme «
 Sanâa » ouvre de
 nouvelles
 perspectives aux
 jeunes**

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a mis en avant l'importance du programme "Sanâa", qui vise à permettre aux jeunes d'acquérir les compétences et les connaissances fondamentales dans diverses spécialités professionnelles, indique mardi un communiqué du ministère.

P 2

MINE DE GARA DJEBILET
**Entrée en service
 imminente de l'unité
 de traitement
 primaire**

Le projet stratégique de valorisation du gisement de fer de Gara Djebilet franchit une nouvelle étape décisive. Le taux d'avancement des travaux de réalisation de l'unité de traitement primaire du minerai de fer a dépassé les 95 %, ouvrant ainsi la voie à une entrée en exploitation prochaine de cette infrastructure industrielle majeure située dans la wilaya de Tindouf.

P 5

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET
**Les partis misent sur
 la jeunesse**

À mesure que la campagne électorale pour les élections législatives du 2 juillet entre dans sa deuxième semaine, les formations politiques engagées dans la course multiplient les appels à la mobilisation des électeurs, en particulier des jeunes, tout en mettant en avant la nécessité de consolider les institutions de l'État pour relever les défis économiques et sociaux du pays.

P 5

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
**L'Université de Sidi Bel
 Abbès décroche la 849^e place
 parmi les 1.000 meilleures
 universités au monde** P 2

MÉTAUX PRÉCIEUX
**Les cours de l'or
 en légère hausse** P 3

EL BAYADH
**Lancement de la campagne de
 moisson-battage avec une
 prévision de production de
 280.000 qx de céréales** P 6

ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

L'Université de Sidi Bel Abbès décroche la 849e place parmi les 1.000 meilleures universités au monde

L'Université de Sidi Bel Abbès a décroché la 849e place parmi les 1.000 meilleures universités au monde, dans le classement "US News Best Global Universities", a indiqué mardi un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ce classement inclut neuf établissements universitaires algériens parmi les 2.250 universités à l'échelle mondiale. Il s'agit de l'Université de Sidi Bel Abbès, de l'Université Sétif 1, de l'Université de Tlemcen, de l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediène (USTHB), de l'Université d'Annaba, de l'Université de Béjaïa, de l'Université de Boumerdès, de l'Université des Sciences et de la Technologie Mohamed-Boudiaf et de l'Université de Biskra. Ainsi, l'Université de Sidi Bel Abbès s'est classée première au niveau national et 849e à l'échelle mondiale, "décochant une place honorable parmi les 1.000 meilleures universités au monde", selon la même source.

R. E.

DGI

Mise en place des guichets TASSWIYA au niveau des Recettes des Impôts

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé la mise en place de guichets dédiés baptisés « TASSWIYA » à travers l'ensemble du territoire national, au niveau des recettes des impôts classiques ainsi que des Centres de proximité des impôts (CPI) et des Centres des impôts (CDI). Cette initiative vise à renforcer l'accompagnement des contribuables dans le cadre des dispositifs exceptionnels prévus par la loi de finances 2026.

Par Z.R.

Ces guichets sont exclusivement destinés à l'accueil, l'information, l'orientation et la prise en charge des citoyens et opérateurs économiques souhaitant bénéficier des mesures de régularisation fiscale volontaire et d'assainissement des dettes fiscales. Dans ce cadre, la DGI rappelle que la loi de finances 2026 a instauré deux dispositifs majeurs. Le premier, prévu par l'article 93, concerne la régularisation fiscale volontaire. Il permet aux personnes physiques et morales éligibles de déclarer spontanément les revenus ou sommes non déclarés, en s'acquittant d'un impôt libératoire unique fixé à 8 %, sans application de pénalités ni pour-

suites. Ce dispositif s'adresse notamment aux contribuables non identifiés ou n'ayant pas respecté leurs obligations fiscales. Les démarches doivent être effectuées au plus tard le 31 décembre 2026.

Le second dispositif, prévu par l'article 122, porte sur l'abandon et l'assainissement des dettes fiscales. Il prévoit l'annulation totale et automatique des dettes fiscales antérieures ou égales à l'exercice 2011, ainsi qu'un abattement de 30 % des droits simples et l'annulation des pénalités et majorations pour les dettes comprises entre 2012 et le 31 décembre 2025. Le règlement du solde restant dû devra être effectué au plus tard le 31 décembre 2026, en un seul paiement ou de manière échelonnée.

À travers le dispositif « TASSWIYA », la DGI entend offrir un accompagnement de proximité afin de faciliter les démarches des contribuables et favoriser leur mise en conformité fiscale, dans un cadre simplifié et incitatif.

L'administration fiscale invite ainsi les personnes concernées à se rapprocher de ces guichets pour bénéficier d'un accompagnement personnalisé et tirer profit des avantages prévus par ces mesures exceptionnelles. Les formulaires et supports explicatifs relatifs à ces dispositifs sont également disponibles en téléchargement sur le site officiel de la DGI : mfdgi.gov.dz, tandis qu'une assistance complémentaire est assurée via l'adresse électronique dédiée : dgi.tasswiya@mf.gov.dz.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Le programme « Sanâa » ouvre de nouvelles perspectives aux jeunes

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a mis en avant l'importance du programme "Sanâa", qui vise à permettre aux jeunes d'acquérir les compétences et les connaissances fondamentales dans diverses spécialités professionnelles, indique mardi un communiqué du ministère. Lors d'une visite effectuée lundi dans plusieurs centres et instituts du secteur dans la wilaya d'Alger accueillant ce programme, Mme Arhab a indiqué que "Sanâa" a pour objectif de "permettre aux jeunes d'acquérir les com-

pétences et connaissances de base dans diverses spécialités professionnelles, à travers une formation de 90 heures pour chaque stagiaire, favorisant ainsi leur insertion dans la vie professionnelle ou le développement de leurs futurs projets", précise la même source.

Au cours de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du suivi de terrain du déroulement de la phase de formation du programme, la ministre s'est enquis des conditions d'accueil des bénéficiaires et des moyens pédagogiques mobilisés pour assurer le suc-

cès de l'opération. Elle a également suivi le déroulement des cours théoriques et pratiques et échangé avec les stagiaires et les encadreurs sur les différents aspects du programme. A cette occasion, Mme Arhab a salué les efforts consentis par l'ensemble de la communauté de la formation professionnelle, formateurs et personnel administratif, pour assurer la réussite de cette initiative, insistant sur "l'importance de garantir les meilleures conditions pédagogiques et organisationnelles afin d'offrir une formation de qualité répondant aux attentes des

jeunes et contribuant à renforcer la culture du travail, ainsi que l'acquisition de compétences professionnelles". Le programme "Sanâa" connaît un engouement important à l'échelle nationale. Le nombre d'inscrits a atteint 173.800 personnes, dont 114.133 bénéficiaires admis et orientés, à travers plus de 600 centres et instituts de formation et d'enseignement professionnels. Plus de 2.000 formateurs et encadreurs sont mobilisés dans les wilayas concernées, selon la même source.

APS

EXTENSION DU PORT PHOSPHATIER D'ANNABA

Lancement des opérations de dragage et de pompage de sable marin depuis la wilaya d'El Tarf

Les opérations de dragage et de pompage de sable marin au niveau de la wilaya d'El Tarf à l'aide d'un navire géant ont été lancées lundi pour la réalisation de la plateforme remblayée située derrière le quai du port d'Annaba, dans le cadre du projet du port phospha-

tier d'Annaba, incluant la réalisation d'un quai minéralier, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. Cette opération, visant l'extension du port d'Annaba, s'inscrit dans le cadre du projet intégré du phosphate et en application des ins-

tructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, données lors de ses récentes visites d'inspection sur le site du projet, précise la même source. Le ministère a fait également état de la réception d'un deuxième navire des-

tiné au battage des pieux, ce qui permettra de porter la cadence de réalisation à neuf (9) pieux par jour ce qui est à même de permettre d'atteindre les objectifs fixés pour la réception du projet dans les délais prévus, précise la même source.

APS

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA DÉSSERTIFICATION ET LA SÉCHERESSE

Vaste programme d'activités à travers le pays

Le ministère de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, à travers la direction générale des Forêts (DGF), organise, le 17 juin, une série d'activités à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse, célébrée chaque année à l'initiative des Nations Unies, indique mardi un communiqué de la DGF. Cette édition met en avant le rôle central des parcours pastoraux dans la résilience climatique, la

sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que la préservation de la biodiversité et de l'identité culturelle des communautés pastorales. Le thème retenu, "Parcours pastoraux : reconnaître, respecter, restaurer", appelle à une meilleure valorisation des pâturages, à la reconnaissance de leurs gestionnaires traditionnels et au renforcement des investissements dans la restauration des terres dégradées. Selon le communiqué, cette thématique, choisie par le

Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, vise à mobiliser l'ensemble des acteurs autour d'une gestion durable des terres et des ressources naturelles. La célébration officielle de cette journée se déroulera sous le patronage du ministre du secteur dans la wilaya de Laghouat. Des manifestations similaires seront organisées à travers l'ensemble du territoire national par les conservations des forêts. Ces activités

associeront la société civile, les médias, les établissements éducatifs, les collectivités locales et les administrations, et comprendront des expositions, des conférences thématiques, des distributions de supports de sensibilisation, des projections de films et des émissions radiophoniques locales. Cette mobilisation reflète l'intérêt qu'accorde l'Algérie à la lutte contre la désertification et la préservation du patrimoine naturel.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

NUMÉRISATION ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Lancement officiel du projet «DigiEnR»

Dans le cadre du partenariat énergétique algéro-allemand, l'ambassade d'Allemagne en Algérie a officiellement lancé le projet « DigiEnR », une initiative consacrée à la modernisation et à la numérisation du réseau électrique algérien. Financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mis en œuvre par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), ce programme vise à accompagner la transition énergétique de l'Algérie en favorisant l'émergence d'un système électrique plus moderne, plus flexible et plus durable.

Par Selma R.

Le lancement de ce projet intervient dans un contexte marqué par l'accélération des efforts nationaux en faveur de la diversification du mix énergétique. Grâce à l'un des potentiels solaires les plus importants au monde, estimé entre 2 000 et 3 900 heures d'ensoleillement par an, l'Algérie s'est fixée pour objectif d'atteindre 15 000 MW de capacités renouvelables à l'horizon 2035. Si 3 200 MW de projets solaires sont déjà en cours de développement sur le réseau à haute tension, l'intégration de 2 500 MW supplémentaires au niveau des réseaux de moyenne et basse tension constitue désormais un enjeu majeur. Pour relever ce défi, une modernisation approfondie des infrastructures électriques s'impose, de même qu'une adaptation du cadre réglementaire, normatif et technique afin de garantir une intégration sûre et efficace des énergies renouvelables. C'est dans cette perspective que s'inscrit le projet DigiEnR, dont l'ambition est de renforcer la capacité du réseau électrique national à accueillir une part croissante d'électricité verte grâce aux technologies numériques, à l'amélioration de la gestion des flux énergétiques et au renforcement de la sécurité des infrastructures. Le projet repose sur trois axes stratégiques complémentaires. Le premier concerne l'accompagnement du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables dans l'élaboration de réglementations adaptées à l'intégration des énergies renouvelables à travers les outils numériques. Le deuxième vise à apporter un appui technique à Sonelgaz afin d'optimiser

la gestion et la planification des réseaux électriques intégrant plusieurs sources de production. Le troisième porte sur l'innovation, le transfert de savoir-faire et le développement des compétences à travers la mise en place de plateformes d'échange technologique et le renforcement des capacités des centres de formation du groupe Sonelgaz. Dans ce cadre, plusieurs actions concrètes sont prévues, notamment l'analyse comparative des normes internationales applicables aux réseaux intelligents, la création d'outils d'évaluation des exigences numériques du système électrique, le perfectionnement des experts de Sonelgaz dans les domaines de la planification des réseaux multi-sources et de l'analyse des données, ainsi que l'élaboration d'un dispositif global de cybersécurité destiné à protéger les infrastructures critiques du secteur énergétique. Le développement du capital humain constitue également un pilier essentiel du programme. DigiEnR prévoit ainsi le renforcement de la formation initiale et continue dans les domaines de l'électrotechnique, des technologies de l'information et de la cybersécurité. Une attention particulière sera accordée à la promotion de la participation des femmes dans les métiers de l'énergie. Bien qu'elles représentent près de 60 % des diplômés des filières techniques universitaires, leur présence demeure encore limitée dans les entreprises du secteur. Le projet prévoit ainsi la mise en place d'un réseau de mentorat destiné à favoriser leur intégration et leur évolution professionnelle.

À l'horizon 2028, les promoteurs du programme tablent sur un renforcement significatif

des compétences techniques des ingénieurs et des responsables du secteur, une amélioration de l'efficacité des institutions publiques grâce à l'intégration de solutions numériques et une consolidation des capacités des autorités à élaborer, suivre et actualiser les réglementations liées à la transition énergétique. Le projet devrait également jeter les bases nécessaires au déploiement à grande échelle d'innovations favorisant un approvisionnement électrique plus sûr, plus performant et plus respectueux de l'environnement.

La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Allemagne en Algérie, Georg Felsheim, du secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Nabil Kafi, ainsi que de représentants de Sonelgaz, de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) et de la GIZ. Cet événement a mis en lumière la solidité de la coopération algéro-allemande dans les domaines de l'énergie, de l'innovation et du développement durable. Active en Algérie depuis le milieu des années 1970, la GIZ accompagne le pays dans plusieurs programmes liés à la diversification économique, à l'emploi des jeunes, à la formation, à la protection du climat et à la transition énergétique. Dans un contexte marqué par les défis de la croissance démographique, de la création d'emplois et du changement climatique, le projet DigiEnR illustre la volonté commune des deux pays de promouvoir un modèle de développement fondé sur l'innovation technologique, l'efficacité énergétique et la valorisation durable des ressources renouvelables.

AVEC LA DOMINATION QUASI-TOTALE DU GAZ NATUREL

Le mix électrique algérien face au défi de la diversification

Par S. R.

Malgré les efforts engagés ces dernières années pour accélérer le développement des énergies renouvelables, le système électrique algérien demeure largement tributaire du gaz naturel. Cette ressource a assuré à elle seule 98,6 % de la production nationale d'électricité en 2024, confirmant sa position dominante dans le mix énergétique du pays. Cette forte dépendance intervient alors que la demande nationale d'électricité poursuit sa progression. En 2024, la production totale d'électricité a atteint 96,4 térawattheures (TWh), contre 95,84 TWh en 2023, afin de répondre à une consommation intérieure estimée à 93,8 TWh, en légère hausse par rapport aux 93,4 TWh enregistrés l'année précédente. D'après un rapport publié par la plateforme spécialisée « Attaqa.net », ces chiffres traduisent la pression croissante exercée sur le système électrique national dans un contexte marqué par l'urbanisation, l'essor des activités économiques et l'augmentation

des besoins énergétiques des ménages. Le rapport souligne toutefois un indicateur encourageant en matière d'efficacité énergétique. Bien que la production électrique ait progressé, la consommation de gaz naturel dans les centrales électriques a reculé de manière significative, passant de 21,02 milliards de mètres cubes en 2023 à 18,86 milliards de mètres cubes en 2024. Cette évolution suggère une amélioration des performances des installations de production et une meilleure valorisation des ressources énergétiques mobilisées.

Dans le détail, le gaz naturel a généré près de 95 TWh d'électricité en 2024, contre 94,6 TWh une année auparavant. Le pétrole conserve une place marginale avec 0,34 % du mix électrique, soit environ 0,33 TWh, tandis que l'éolien et l'hydraulique représentent chacun seulement 0,02 % de la production nationale. Les combustibles fossiles dans leur ensemble ont ainsi assuré 98,94 % de l'électricité produite dans le pays, contre 99,04 % en 2023, ce qui témoigne d'une évolution encore limitée vers un modèle énergétique plus di-

versifié. Le principal changement observé concerne le solaire, devenu la deuxième source d'électricité du pays. Sa contribution a atteint 1,03 % du mix électrique en 2024, portant la part globale des énergies propres à 1,07 %. Si cette progression demeure modeste, elle reflète néanmoins le début d'une transformation appelée à s'accélérer dans les prochaines années.

Cette dynamique est portée notamment par la mise en service récente des centrales solaires d'El Ghrous et de Tendla, dont la capacité combinée atteint 400 MW. Ces deux installations constituent les premières réalisations concrètes du programme national de développement des énergies renouvelables, dont la première phase prévoit l'installation de 3 200 MW de capacités solaires. À plus long terme, les autorités visent la mise en place de 15 000 MW de capacités renouvelables d'ici 2035, un objectif destiné à réduire progressivement la dépendance du pays au gaz naturel et à préserver davantage de volumes destinés à l'exportation.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le recouvrement fiscal au cœur des débats à Alger

La commission de l'économie et des finances de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger a organisé, lundi, une journée d'étude sur l'optimisation du recouvrement fiscal en tant que levier de développement local, avec la participation d'élus, de cadres de l'administration fiscale et d'enseignants universitaires. Dans son allocution prononcée à cette occasion, le président de l'APW, Lahbib Ben Boulaïd a souligné l'importance du recouvrement fiscal dans le renforcement des ressources des collectivités locales, relevant sa contribution au financement des projets et à l'amélioration des services publics.

Le développement du recouvrement des ressources fiscales est devenu impératif pour s'aligner sur l'envergure des projets de développement fixés, d'autant que la wilaya d'Alger requiert des ressources importantes pour soutenir l'investissement et moderniser les prestations de service au profit des citoyens, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la "vision stratégique de développement et de modernisation d'Alger", a-t-il ajouté. De son côté, le président de la commission de l'économie et des finances de l'APW, Khaled Bentorki, a mis en exergue la nécessité de consolider les mécanismes de recouvrement et de moderniser les méthodes de suivi afin d'accroître les revenus des collectivités locales.

La rencontre a également permis d'aborder certaines dispositions de la loi de finances 2026, notamment les articles 93 et 122 relatifs à la régularisation des dettes fiscales. Les participants ont ainsi évoqué les mesures de conformité fiscale volontaire instituées par cette loi, dont bénéficient les opérateurs économiques en contrepartie du paiement d'un taux réduit (impôt forfaitaire libératoire fixé à 8%), et ce, dans le but d'intégrer les fonds non déclarés dans les circuits officiels. Les participants à cette journée d'étude ont mis en lumière le rôle crucial que joue le système fiscal dans le financement des projets de développement et de l'économie, tout en plaidant pour "la modernisation des modes de gestion, la généralisation de la numérisation et le rapprochement de l'administration des opérateurs économiques".

R. E.

CENTRE CULTUREL ISLAMIQUE DE LONDRES- CENTRE CULTUREL DE DJAMAÂ EL-DJAZAIR
Signature d'un mémorandum d'entente et de coopération

Le Centre culturel islamique de Londres a signé, lundi, un mémorandum d'entente et de coopération avec le Centre culturel de Djamaâ El-Djazair, sous la supervision du recteur de la Mosquée, cheikh Mohamed El-Mamoune El-Kacemi El-Hassani, indique un communiqué du rectorat de la Mosquée. Ce protocole vise à "instaurer une coopération fructueuse entre les deux centres, à consolider l'action commune et à échanger les expertises dans les domaines scientifique, de la recherche et culturel, au bénéfice de la nation islamique".

Cet accord devrait également contribuer au lancement de programmes et de projets conjoints, ainsi qu'au développement de la coopération dans les domaines de la formation, de la recherche scientifique et de l'encadrement des manifestations culturelles et intellectuelles, de manière à "mettre en valeur la contribution civilisationnelle de Djamaâ El-Djazair, à servir les communautés musulmanes en Occident, et à renforcer les relations liant l'Algérie au Royaume-Uni".

L'accord a été signé par le directeur général du Centre culturel de Djamaâ El-Djazair, Yacine Benabid, et le directeur général du Centre culturel islamique de Londres, Ahmad bin Mohammed Al-Dubayan.

Dans une allocution prononcée à l'issue de la cérémonie de signature, le recteur de Djamaâ El-Djazair a affirmé que cette démarche s'inscrivait "au cœur d'une vision plus large visant à raffermir les liens de coopération scientifique, culturelle et religieuse entre les institutions de renom qui partagent le message de servir la science et de propager les valeurs de juste milieu et de modération".

Il a souligné que les institutions religieuses et culturelles étaient "appelées aujourd'hui, plus que jamais, à apporter une contribution active et à assumer un rôle d'avant-garde dans l'édification d'une conscience éclairée, la promotion du dialogue et le service de l'humain", précisant que cet accord "revêtait une importance particulière au regard de la présence notable des deux institutions dans le paysage de la culture islamique et de l'action intellectuelle rigoureuse".

R.E.

VOIE FERRÉE LAGHOUAT-GHARDAÏA-EL MENIA
L'état d'avancement du projet examiné sous la présidence du ministre

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé, lundi au siège du ministère, la réunion de la haute commission interministérielle chargée du suivi des procédures de financement et de réalisation du projet de la ligne ferroviaire Laghouat-Ghardaïa-El Menia, a indiqué un communiqué du ministère.

"La réunion a porté sur l'examen de l'état d'avancement du projet et des mesures à prendre pour la libération des assiettes foncières nécessaires et la levée de l'ensemble des obstacles et difficultés sur le

terrain au niveau du nouveau tracé s'étendant de Hassi Messaoud-Ouargla-El Menia", lit-on dans le communiqué.

Il a été procédé, en outre, à l'examen de l'accélération de la cadence de coordination entre les différents intervenants, y compris les autorités locales, afin de garantir le lancement effectif de la réalisation de ce projet stratégique dans les délais impartis.

Ont pris part à la réunion, qui s'inscrit dans le cadre du suivi des mesures préliminaires au projet de réalisation de cette ligne s'étendant sur une distance de 495 km et

financée par la Banque africaine de développement (BAD), les membres de la commission représentant plusieurs départements ministériels.

Il s'agit des représentants des ministères des Travaux publics et des Infrastructures de base, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, de la Poste et des Télécommunications, de l'Energie et des Energies renouvelables, en sus de l'Hydraulique, conclut le communiqué.

R.E.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES BANDES DE QUARTIERS
Le ministre de l'Intérieur réunit les membres de la commission nationale

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a présidé, lundi au Palais du gouvernement, une réunion de la commission nationale de prévention et de lutte contre les bandes de quartiers, consacrée à l'examen et au débat du projet de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre les bandes de quartiers pour la période 2026-2029, indique un communiqué du ministère. S'inscrivant dans le cadre de l'ordonnance 20-03 relative à la prévention et à lutte contre les bandes de quartiers, ce

projet comprend "une approche globale allant de la dissuasion et prévention, dans le but de renforcer la sécurité et la sérénité publiques et de préserver la sécurité des personnes et des biens", selon la même source. Après avoir salué les efforts des membres de la commission dans l'élaboration et l'enrichissement de ce projet, M. Sayoud a souligné que la stratégie nationale constitue "le fruit d'une action participative intégrée, basée sur un diagnostic précis du phénomène des bandes de quartiers et une anticipation de ses diverses dimensions sécuritaires et sociales, tout en proposant un ensemble de mécanismes pratiques à même de le prévenir et de le combattre avec efficacité". Il a également précisé que cette stratégie adopte "une approche multidimensionnelle, combinant les aspects sécuritaires, préventifs, sociaux et éducatifs, permettant ainsi de traiter les racines du phénomène et non de se limiter à ses apparences", et ce, à travers "le renforcement du rôle des institutions de l'Etat, la consolidation de l'action de proximité et de sensibilisation, ainsi que le soutien aux mécanismes

d'alerte précoce et la consécration de la culture de citoyenneté et de conscience communautaire chez les jeunes", ajoute le communiqué.

Partant, le ministre a appelé à "la nécessité d'une adhésion effective et coordonnée de tous les acteurs, instances, établissements et secteurs ministériels, outre la société civile et les acteurs locaux, étant donné que la lutte contre ce phénomène est une responsabilité collective qui requiert la conjugaison des efforts et la complémentarité des rôles". Il a, à cet égard, souligné "l'importance d'engager des actions à court-terme, à travers le lancement de larges campagnes de sensibilisation, en attendant la mise en œuvre de la teneur de la stratégie, tout en poursuivant le travail sur le terrain et la coordination continue, à travers des réunions périodiques régulières et le renforcement des mécanismes de suivi et d'évaluation. Et d'ajouter que l'évolution rapide des phénomènes criminels impose "une vigilance permanente et une riposte rapide et efficace à tous les niveaux".

APS

MÉTAUX PRÉCIEUX
Les cours de l'or en légère hausse

Les cours de l'or ont légèrement progressé mardi, dans un contexte marqué par un apaisement des tensions géopolitiques. L'or au comptant a gagné 0,3 % à 4.317,43 dollars l'once, enregistrant une quatrième séance consécutive de hausse. En revanche, les contrats à terme américains pour livraison en août ont reculé de 0,3 % à 4.338,70 dollars. Parallèlement, le dollar américain s'est maintenu proche de ses plus bas niveaux en dix jours, rendant l'or, libellé en billet vert, plus accessible pour les investisseurs utilisant d'autres devises. Les opérateurs restent toutefois prudents, dans l'attente de la décision de la Fed prévue mercredi, ainsi que des indications sur l'orientation future de sa politique monétaire. Sur les autres marchés des métaux précieux, l'argent au comptant a reculé de 0,9 % à 69,42 dollars l'once. Le platine a cédé 0,3 % à 1.762,34 dollars, tandis que le palladium a perdu 1,1 % à 1.333,13 dollars.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	82	92	71	البطاطا
	Tomate	85	100	70	الطماطم
	Oignon sec	70	80	60	البصل الجاف
	Ail sec	672	757	588	الثوم الجاف
	Ail vert	268	294	242	الثوم الاخضر
	Carotte	88	100	77	الجزر
	Navet	95	107	83	اللفت
	Poivron	131	149	113	الفلفل الاخضر
	Piment	139	158	120	الفلفل الحار
	Courgette	66	78	53	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	153	173	133	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	95	107	84	الخس
	Pomme locale	580	714	446	التفاح المحلي
	Datte	489	619	358	التمر
	Banane	499	519	480	الموز
	Melon	127	147	107	البطيخ الاصفر
	Pastèque	80	94	65	البطيخ الاحمر
	Viande bovine locale	1998	2150	1847	لحم البقر المحلي
Produits d'origine animale	Poulet de chair	390	402	379	الدجاج
	(Eufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,12	-10,71	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 398,00	1397,00	-0,07	-0,06	-0,76	8,98	5,57	7900	11 036 300,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,09	1,25	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 067,00	2067,00	0,00	-0,42	-7,41	9,86	6,05	8566	17 705 922,00
EGH El Aurassi	ALR	360,00	NC	0,00	0,00	-4,27	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	8,09	4,21	4,72	0	0,00

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET

Les partis misent sur la jeunesse

À mesure que la campagne électorale pour les élections législatives du 2 juillet entre dans sa deuxième semaine, les formations politiques engagées dans la course multiplient les appels à la mobilisation des électeurs, en particulier des jeunes, tout en mettant en avant la nécessité de consolider les institutions de l'État pour relever les défis économiques et sociaux du pays.

Synthèse Z.R.

Au septième jour de la campagne, les responsables des principaux partis ont convergé autour d'un même message : faire du prochain scrutin un rendez-vous déterminant pour renforcer la représentativité démocratique, soutenir les réformes en cours et accompagner les efforts de développement national.

Depuis Bordj Bou Arreridj, le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, a qualifié ces élections d'« étape importante » pour le renouvellement des élites politiques et le renforcement de la représentation démocratique. Il a indiqué que son parti avait privilégié le choix de candidats compétents dans les différentes circonscriptions électorales afin de garantir une contribution efficace au sein de la future Assemblée populaire nationale (APN).

La question du renouvellement de la classe politique a également été mise en avant par la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT). Lors d'un meeting à M'Sila, elle a souligné que la sélection des candidats de son parti avait reposé sur des critères de compétence et d'engagement au service des citoyens. Elle a estimé que les prochaines législatives constituent une occasion de transformer les aspirations de la jeunesse en une force politique concrète à travers une représentation accrue au Parlement.

Les jeunes au cœur des programmes

La place de la jeunesse dans le processus de développement a également occupé une position centrale dans les discours des différents responsables politiques. À Tissemsilt, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelali Hassani Cherif, a appelé les jeunes à participer activement à la construction nationale. Il a rappelé que le programme de sa formation accorde une attention particulière à l'éducation, à la santé, à la protection

du pouvoir d'achat ainsi qu'à la création d'emplois favorisant l'insertion professionnelle des jeunes.

Dans le même esprit, le président du Front El Moustakbel, Fateh Boutbig, a considéré la participation au scrutin comme un véritable devoir national. Lors d'un rassemblement à Constantine, il a plaidé pour un Parlement fort capable d'accompagner les grandes réformes engagées par le pays, tout en insistant sur la nécessité de permettre à la jeunesse de maîtriser les nouvelles technologies afin de soutenir la diversification économique.

Une campagne axée sur les enjeux économiques

Au-delà des questions institutionnelles, plusieurs partis ont mis l'accent sur les priorités économiques du pays. À Tiaret, le président du parti El Karama, Mohamed Daoui, a affirmé que sa formation soutiendrait toute initiative législative servant l'intérêt national et celui des citoyens. Il a notamment salué les grands projets structurants en cours, à l'image du développement du réseau ferroviaire et de l'exploitation des ressources minières, qu'il considère comme des moteurs de croissance, d'emploi et de sécurité alimentaire.

Pour sa part, le président du Front de l'Algérie Nouvelle, Djamel Benabdeslam, a présenté à Mascara un programme électoral comprenant 260 propositions couvrant des secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie, les services, les mines, le commerce et la numérisation. Selon lui, le futur Parlement devra adopter les textes législatifs nécessaires pour accompagner la dynamique de développement économique et répondre aux attentes des citoyens. Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, a lui aussi placé la participation électorale au cœur de son discours. Lors d'un meeting populaire animé à Bordj Bou Arreridj, il a qualifié les élections législatives du 2 juillet d'« outil pour renforcer le processus démocratique », estimant que la participation à ce rendez-

vous constitue à la fois une responsabilité nationale et un exercice démocratique majeur. Présentant les grandes lignes du programme du FFS, M. Aouchiche a mis l'accent sur le renforcement des réformes politiques, la consolidation des principes de justice sociale, le soutien au développement économique durable et l'amélioration du pouvoir d'achat. Il a également plaidé pour la construction d'une économie fondée sur la production, l'investissement et la création de richesse, tout en soulignant la nécessité de réformer les secteurs de la santé et de l'éducation et d'améliorer la qualité des services publics.

Consolider les institutions de l'État

La consolidation des institutions républicaines a constitué un autre axe majeur de la campagne.

Depuis Mascara, le président du parti Sawt El Chaab, Lamine Osmani, a insisté sur le rôle central de l'Assemblée populaire nationale dans le fonctionnement de l'État. Il a appelé les électeurs à renforcer la légitimité des institutions élues en accordant leur confiance à des candidats répondant aux critères de compétence et d'intégrité. Le même message a été relayé dans les régions du Sud et des Hauts Plateaux. À Ouled Djellal et Biskra, Ahmed Dane, membre de l'instance de coordination du Mouvement El Bina, a estimé que les élections du 2 juillet permettront de poursuivre le processus de construction de « l'Algérie nouvelle ». Il a notamment évoqué les importantes potentialités agricoles de ces régions, en particulier dans la filière des dattes, comme leviers de développement économique local. À Annaba, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Moundir Bouden, a souligné que la réussite des législatives contribuera au renforcement du processus démocratique et à la consolidation de la place de l'Algérie sur les plans national et international.

LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET/FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE

L'ANIE lance un appel aux jeunes candidats indépendants

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a invité, lundi dans un communiqué, le trésorier de campagne électorale des listes de candidats indépendants, âgés de moins de quarante (40) ans le jour du scrutin, à déposer un dossier auprès du coordinateur de wilaya de l'Autorité indépendante, afin de bénéficier de l'aide de l'Etat pour les dépenses de la campagne électorale des prochaines élections législatives. "Dans le cadre de la prise en charge, par l'Etat, des dépenses de la campagne électorale des jeunes candidats au titre des listes indépendantes, dont l'âge ne dépasse pas 40 ans révolus le jour du scrutin, dans la limite du montant de trois cent mille dinars algériens (300.000 DA), l'Autorité indépendante invite le trésorier de campagne électorale des listes de candidats indépendants à déposer un dossier auprès du coordinateur de wilaya de l'ANIE contre remise d'un récépissé de dépôt", précise le communiqué. Le dossier comprend: "une demande d'aide signée par le jeune candidat, une copie de la pièce d'identité nationale du jeune candidat, une copie du programme d'activités et de déplacements prévus dans le cadre de la campagne électorale, les factures pro-forma détaillées par nature de dépenses établies au nom de la liste et une copie du relevé d'identité bancaire (RIB) du compte bancaire unique ouvert au nom de la liste des candidats indépendants aux fins du financement de la campagne électorale", conclut le communiqué.

R.E.

MINE DE GARA DJEBILET

Entrée en service imminente de l'unité de traitement primaire

Par Réda Hadi

Le projet stratégique de valorisation du gisement de fer de Gara Djebilet franchit une nouvelle étape décisive. Le taux d'avancement des travaux de réalisation de l'unité de traitement primaire du minerai de fer a dépassé les 95 %, ouvrant ainsi la voie à une entrée en exploitation prochaine de cette infrastructure industrielle majeure située dans la wilaya de Tindouf.

Cette avancée a été constatée lors de la visite de travail et d'inspection effectuée lundi par la secrétaire d'État auprès du ministre des Mines et des Industries minières, chargée des Mines, Karima Bakir-Tafer. Cette visite a permis d'évaluer l'état d'avancement de plusieurs projets miniers structurants et de faire le point sur les préparatifs en cours en prévision de la mise en service de cette installation appelée à jouer un rôle central dans le développement de la filière sidérurgique nationale. Accompagnée du wali de Tindouf, Mustapha Dahou, ainsi que d'une importante délégation composée de cadres du ministère,

de responsables du groupe industriel minier Sonarem et de la Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL), Mme Bakir-Tafer s'est rendue sur le site de la mine de Gara Djebilet et de son unité de traitement primaire, considérés comme des projets emblématiques de la stratégie nationale de valorisation des ressources minières.

Au cours de la visite, les responsables techniques du projet ont présenté un exposé détaillé sur les différentes phases de réalisation de l'installation ainsi que sur les dispositions mises en place pour assurer une mise en exploitation dans les meilleures conditions. Les explications fournies ont notamment porté sur les équipements installés, les systèmes de traitement du minerai ainsi que sur les mécanismes de contrôle et de sécurité prévus pour accompagner le démarrage des activités. Les responsables ont souligné que l'essentiel des travaux de construction et de montage a été achevé. L'installation a déjà été raccordée au réseau électrique et mise sous tension, permettant le lancement des essais techniques indispensables avant l'entrée en production.

Dans ce cadre, la secrétaire d'État a assisté à une partie des essais préliminaires de fonctionnement de l'unité. Selon les explications fournies sur place, les premiers tests à vide ont été réalisés avec succès, confirmant la conformité des équipements et le bon fonctionnement des différents systèmes. La prochaine étape consistera à mener les essais en charge, qui permettront de traiter les premières quantités de minerai avant le démarrage progressif de l'exploitation industrielle.

Le projet de Gara Djebilet revêt une importance stratégique majeure pour l'économie nationale. Considéré comme l'un des plus grands gisements de fer au monde, il constitue un levier essentiel pour renforcer la souveraineté industrielle de l'Algérie, réduire la dépendance aux importations de matières premières destinées à l'industrie sidérurgique et soutenir le développement des activités de transformation du fer et de l'acier.

Au-delà de son impact industriel, ce projet devrait également générer d'importantes retombées économiques et sociales pour la région de Tindouf. À cet effet, plusieurs

réunions de coordination ont été organisées entre les responsables du secteur minier et les autorités locales afin d'examiner les mesures d'accompagnement nécessaires à l'entrée en service de l'unité. Les discussions ont porté principalement sur les mécanismes de recrutement et de formation destinés aux jeunes de la région, dans le but de favoriser leur intégration dans les différents métiers liés à l'exploitation minière. Les opportunités d'investissement susceptibles d'émerger autour de cette infrastructure ont également été évoquées, notamment dans les domaines de la logistique, des services industriels et des activités de sous-traitance. Avec un taux d'achèvement dépassant désormais les 95 %, l'unité de traitement primaire du minerai de fer de Gara Djebilet s'apprête ainsi à entrer dans sa phase opérationnelle. Une étape décisive qui confirme la volonté des pouvoirs publics d'accélérer la mise en valeur des ressources minières nationales et de faire de ce mégaprojet un moteur de croissance, de création d'emplois et de diversification économique pour l'Algérie.

BOUMERDES
4.000 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine rentrée universitaire

Les capacités pédagogiques de l'Université M'hamed Bougara de Boumerdes seront renforcées par 4.000 nouvelles places à la rentrée universitaire 2026-2027, a-t-on appris lundi du recteur de l'établissement, Nouredine Abdelbaki. "La mise en service de ces 4.000 nouvelles places pédagogiques interviendra au plus tard lors de la rentrée universitaire 2026/2027", a indiqué à l'APS, M. Abdelbaki, en marge du Conseil exécutif de wilaya consacré à l'examen de l'état d'avancement des projets de développement. Il a souligné que ce projet, dont le gel a été levé en 2021, constitue la 1re tranche d'un programme plus vaste prévoyant la réalisation de 9.000 places pédagogiques sur une superficie de plus de deux(2) hectares. Il a précisé que sur les 4.000 places pédagogiques réalisées grâce à un financement du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, 2.000 seront destinées à la faculté des sciences médicales, tandis que le reste profitera à la filière biologie ainsi qu'à d'autres spécialités. Le projet comprend également une bibliothèque universitaire dotée de salles de lecture et de recherche, un amphithéâtre de 500 places, deux salles de 250 places chacune, ainsi que plusieurs autres infrastructures pédagogiques. Cette réalisation vient renforcer les acquis de l'Université M'hamed Bougara de Boumerdes, qui s'est dotée ces deux dernières années de nouvelles structures, notamment un siège dédié aux start-up, un centre d'entrepreneuriat, un centre médical universitaire et une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) spécialisée dans l'enseignement primaire, entrée en service lors de la rentrée universitaire 2025-2026.

APS

EL BAYADH

Lancement de la campagne de moisson-battage avec une prévision de production de 280.000 qx de céréales

La campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 a été lancée, lundi dans la wilaya d'El Bayadh, avec une prévision de production de 280.000 quintaux de différentes variétés de céréales, soit près du double de la production réalisée lors de la saison précédente, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles.

Les autorités locales ont donné le coup d'envoi officiel de cette campagne depuis le périmètre agricole de Bahria, situé dans la commune de Brezina, considéré comme l'un des principaux périmètres agricoles de la wilaya. La campagne concerne une superficie totale emblavée de 8.269 hectares, dont 6.069 hectares irrigués. Plus de 60 % de cette superficie est consacrée à la production de blé dur, tandis que le reste est réservé au blé tendre, à l'orge et à l'avoine, selon le directeur des services agricoles, Benarbi Dahmane. Les services agricoles prévoient des rendements compris entre 35 et 40 quintaux par hectare pour les terres irriguées, et entre 15 et 25 quintaux par hectare pour les terres

non irriguées.

Afin d'assurer le succès de la campagne, près de 20 moissonneuses-batteuses, appartenant à la coopérative des céréales et légumes secs, ainsi qu'à des opérateurs privés, ont été mobilisées pour accompagner les agriculteurs et les producteurs. Par ailleurs, les capacités de stockage de la wilaya ont été renforcées, lundi, avec la mise en service d'un silo de proximité pour céréales à Brezina, d'une capacité de 50.000 quintaux, inauguré et baptisé du nom du chahid Mohamed Benali Oussai. Cette nouvelle infrastructure s'ajoute à cinq autres silos similaires, portant la capacité totale de stockage des six structures à 300.000 quintaux de céréales.

Le directeur des services agricoles a souligné que toutes les facilités et l'accompagnement nécessaires sont assurés aux agriculteurs et producteurs durant les différentes étapes de la campagne de moisson-battage. De leur côté, les services de la protection civile, des forêts, ainsi que les autres secteurs et partenaires concernés, veillent à accompagner cette campagne afin de prévenir les incendies des récoltes et de contribuer à sa réussite.

A titre de rappel, la wilaya d'El Bayadh avait enregistré lors de la précédente campagne de moisson-battage une production de 144.000 quintaux de différentes variétés de céréales.

APS

L'USINE DE DESSALEMENT D'EAU DE MER D'EL MACTAÂ Report des travaux de maintenance

La société exploitant la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ (à l'est d'Oran) a décidé de reporter les travaux de maintenance qui devaient débuter lundi, en raison d'une fuite enregistrée sur le système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), lequel devait assurer la compensation du déficit en eau résultant de l'arrêt de l'usine, a indiqué, lundi, le directeur de l'installation, Benyahia Hadj Bencherqui.

M. Benyahia a précisé que des travaux de maintenance nécessitant un arrêt total de l'usine pendant 24 heures devaient être engagés lundi, suivis d'une réduction de la production de 50% durant 72 heures supplémentaires. La continuité de l'approvisionnement en eau devait être assurée grâce à un système compensatoire alimenté en eaux superficielles provenant des barrages du Chelif et de Gargar, via le système MAO.

Le même responsable a expliqué qu'une des conduites du système MAO a subi une fuite au niveau de la commune de Mers El Hadjadj, compromettant ainsi la possibilité de compenser l'arrêt de la station par les ressources en eaux des barrages. Face à cette situation, les travaux de maintenance ont été reportés jusqu'à l'achèvement des réparations de cette fuite. La société gestionnaire de la station d'El Mactaâ annoncera, ultérieurement, la nouvelle date de l'opération, a-t-il ajouté.

L'usine de dessalement d'eau de mer d'El Mactaâ figure parmi les infrastructures stratégiques les plus importantes de production d'eau potable dans l'Ouest du pays. Elle contribue à couvrir près de 65 pour cent des besoins en eau potable des habitants de la wilaya d'Oran.

R E.

KHENCHELA

93 millions DA pour des opérations de développement du secteur hydraulique à la commune de Taouzianet

Une enveloppe financière de 93 millions DA a été octroyée pour la réalisation d'opérations de développement du secteur de l'hydraulique dans la commune de Taouzianet (Khenchela), a-t-on appris lundi auprès du président de l'Assemblée populaire communale de cette collectivité locale. Dans une déclaration à l'APS, M. Hamid Aghrou a précisé qu'il s'agit de huit opérations du programme d'appui au développement socio-économique des communes et

de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales de l'exercice 2026. Ces opérations dont le suivi sera assuré par les services de la commune concernent la réalisation de trois forages au centre de la commune de Taouzianet ainsi qu'à Ouled Amir et Etabia, l'alimentation en électricité des forages profonds des localités de Tafrent, de Bir Kaïcia, d'Ouled Abdelhay et de Tiamrathine outre l'acquisition de pompes de réserves pour les puits artésiens de la commune, a

ajouté le même responsable. Selon le même élu, le coup d'envoi des travaux de ces projets sera donné "prochainement" au terme des procédures légales. M. Aghrou a rappelé la récente réception des projets du réseau d'approvisionnement en eau potable dans la commune de Taouzianet et du raccordement de deux forages profonds des localités d'Ouled Abdelhay et Tiamrathine au réseau de distribution dont la concrétisation a nécessité la mobilisa-

tion d'une enveloppe financière de 89 millions DA par la direction de wilaya de l'hydraulique. Le président de l'APC de Taouzianet a souligné que l'objectif de ces opérations est d'améliorer l'approvisionnement des citoyens en eau potable, de contribuer à l'irrigation des périmètres agricoles et de réduire les fuites de sorte à améliorer le service de l'eau et protéger la santé publique et l'environnement.

R E.

ORAN

Remise de diplômes à dix nouvelles promotions à l'Ecole supérieure de l'aviation de Tafraoui

Le commandant des Forces aériennes, le Général-major Zoubir Ghouila, a présidé, lundi soir à l'Ecole supérieure de l'aviation "Chahid Djebbar Tayeb", située à Tafraoui (Oran) dans la 2e Région militaire, la cérémonie de sortie de dix nouvelles promotions. Ces promotions, baptisées du nom de la moudjahida défunte Khadidja Khodir, comprennent notamment la 39e promotion du cours de commandement et d'état-major, la 118e promotion des navigateurs (cycle de perfectionnement des officiers), la 113e promotion des person-

nels non navigateurs (cycle de perfectionnement des officiers), la première promotion de Master académique en opérations et navigation aériennes, la 12e promotion de pilotes de transport, la 10e promotion spécialisée dans les drones, la 10e promotion de contrôleurs aériens, la 6e promotion en météorologie aéronautique, la 5e promotion de formation militaire de base commune, la 56e promotion d'élèves officiers de carrière et la 13e promotion dans le cadre du système LMD. Cette session de formation a également accueilli des stagiaires prove-

nant de pays frères et amis. Le Général-major Ghouila a inspecté les formations, assisté à la prestation de serment des diplômés, puis remis les grades et certificats aux majors de promotion. Il a ensuite approuvé l'attribution du nom de la moudjahida Khadidja Khodir à cette promotion et a honoré sa famille. Les participants ont également suivi des démonstrations de combat réalisées par une section de close-combat ainsi qu'un exercice de démontage et de remontage de différents équipements militaires. Dans son allocution, le commandant de

l'Ecole supérieure de l'aviation a souligné que l'établissement, qui célèbre cette année son 60e anniversaire, poursuit sa mission de formation d'une nouvelle génération de pilotes, cadres et officiers capables de faire face aux évolutions contemporaines. Il a mis en avant la modernisation des programmes pédagogiques, l'intégration des technologies numériques, ainsi que la promotion de l'innovation et de la recherche scientifique afin de répondre aux exigences des forces aériennes modernes.

Agence

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN ALGÉRIE

Comment transformer l'ambition en capacité

L'intelligence artificielle est partout, dans les discours, dans les plans et les promesses. En Algérie, elle s'impose comme l'un des nouveaux marqueurs de la modernisation en général. Mais derrière cet élan, une question essentielle demeure : l'IA, pour quoi faire ? Car au fond, elle ne vaut ni par son prestige ni par l'effet d'annonce qu'elle produit. Une nation ne se transforme pas avec des slogans technologiques, mais avec des finalités claires, des données fiables, des systèmes solides et une vision de souveraineté. A défaut d'objectifs précis, de données maîtrisées, de systèmes d'information robustes.

1^{ère} partie

Par Ali Kahlane (*)

1. Le vrai sujet n'est pas l'IA en soi, mais ce que nous voulons en faire

L'intelligence artificielle est devenue le nouveau mot fort de notre époque. On la retrouve dans les discours, dans les stratégies, dans les promesses, parfois comme si le simple fait de la mentionner suffisait à faire entrer un pays dans l'avenir. En Algérie aussi, elle s'impose peu à peu comme un horizon désirable, comme un marqueur de modernité, comme un signe de rattrapage et d'ambition. Mais derrière cet enthousiasme, une question décisive reste encore trop peu posée, ou trop vite évacuée : pour quoi faire ?

Car un pays ne se transforme ni par fascination technologique ni par effet d'annonce. Il se transforme lorsqu'il relie la technologie à des finalités claires, à des institutions capables, à des systèmes cohérents, à des données fiables et à une vision de souveraineté. Sans cela, l'IA restera un signe extérieur de modernité. Elle alimente les discours, les événements, les présentations et les promesses, mais elle ne deviendra pas une véritable force de transformation. L'Algérie a pourtant commencé à bouger. Une stratégie nationale de l'IA (SNIA) a été adoptée. La construction d'un data center dédié à l'IA a été lancée à Oran. L'École nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA) monte en puissance. Le Système de gouvernance des données (SNGD) a été mis en place. Tout cela va objectivement dans la bonne direction. Tout cela montre que le sujet est désormais identifié comme un sujet important de la plus grande importance. Mais aucun de ces signaux, à lui seul, ne répond encore à la question principale : quels problèmes nationaux l'IA peut-elle ou doit-elle résoudre en priorité ? Quelles décisions doit-elle améliorer ? Quelles chaînes de valeur doit-elle transformer ? Et surtout, sur quelles données, dans quels systèmes, avec quelles compétences, selon quelles règles et pour quel projet national ?

Dans une analyse de 2025 sur la Stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030 (SNTN), CARE dans ce rapport de mai 2025 relevait déjà que l'intelligence artificielle y faisait l'objet d'une mention étonnamment timide. La SNTN, structurée autour de cinq axes stratégiques et de vingt-cinq objectifs, n'accorde à l'intelligence artificielle aucune place explicite à la mesure de sa portée transversale ; dans le document, elle n'est mentionnée qu'une seule fois, à titre d'exemple parmi les "technologies numériques émergentes" (dixit). Pour une technologie désormais au cœur de l'automatisation, de la prédiction et de la création de valeur dans



pratiquement tous les domaines, cette occurrence isolée est loin d'être anodine. Elle révèle un paradoxe algérien : alors même que le pays affiche depuis 2023 une volonté croissante de miser sur l'IA, alors que son principal texte de transformation numérique ne lui accordait encore qu'une place marginale, comme si l'outil était désiré avant d'avoir été pleinement pensé dans l'architecture stratégique nationale. C'est là que le paradoxe apparaît. L'Algérie affiche une volonté croissante de miser sur l'IA, mais ses fondations restent incomplètes. Elle veut aller vite sur un sujet stratégique, mais elle n'a pas encore partout consolidé ce qui doit rendre cette ambition réellement opératoire. Le principal enjeu n'est donc pas d'annoncer davantage. Il est de mettre en cohérence. Et c'est précisément cette cohérence qui fera la différence entre un engouement technologique et une transformation nationale réelle. Le paradoxe de l'IA : tout le monde en veut, tout de suite, mais la question essentielle demeure souvent sans réponse : pour quoi faire ?

2. L'IA n'est pas une magie, elle amplifie l'existant

L'IA n'est pas une magie. Elle n'est ni un raccourci automatique vers l'efficacité ni une potion vers la modernisation. Elle n'est pas une vertu qui se diffuse d'elle-même dès lors qu'on l'importe, qu'on la finance ou qu'on la proclame. Elle amplifie ce qui existe déjà. Si les données sont médiocres, elle amplifie la médiocrité. Si les procédures sont confuses, elle accélère la confusion. Si les systèmes sont fragmentés, elle reproduit cette fragmentation à grande échelle.

Il faut donc dissiper un premier malentendu. Les systèmes d'IA conversationnelle impressionnent parce qu'ils par-

lent bien, écrivent vite, résumant, traduisent et donnent souvent l'impression de comprendre.

Cette impression est puissante. Elle séduit. Elle rassure parfois. Elle trouble aussi, parce qu'elle donne le sentiment que la machine pense déjà comme nous. Mais cette aisance verbale ne doit pas tromper. L'IA actuelle ne comprend pas le monde comme le comprend un être humain. Elle traite des régularités, elle détecte des corrélations, elle produit des réponses plausibles, et parfois remarquablement convaincantes. Cela peut être extrêmement utile. Mais ce n'est pas encore ce sens pratique du réel qui permet de juger une situation, de saisir un contexte, d'arbitrer correctement ou d'anticiper les effets d'une décision dans toute leur complexité. Il faut noter que cette distinction est fondamentale pour l'Algérie. Car l'IA n'est pas utile parce qu'elle s'exprime bien. Elle ne devient utile que lorsqu'elle aide à détecter une fraude, à mieux trier un contentieux, à prévoir une panne, à optimiser une consommation, à interpréter une image médicale, à fluidifier un transport, à réduire un délai administratif ou à mieux orienter une décision opérationnelle.

Sa valeur n'est jamais abstraite. Elle ne se mesure ni à l'effet de démonstration ni à la sophistication apparente de l'outil. Elle se mesure toujours dans un métier, dans un processus, dans une institution, sur des données réelles et autour d'un objectif réel.

Autrement dit, le sujet n'est pas de savoir si la machine impressionne. Le sujet est de savoir si elle sert réellement à quelque chose d'utile, de mesurable, de stratégique, de reproductible et d'aligné sur les besoins du pays.

3. Chez nous, l'IA est encore trop souvent pensée comme une vitrine

C'est précisément là que se situe notre principal défi. Chez nous, l'IA est encore trop souvent pensée comme une vitrine de modernité avant d'être pensée comme une capacité opérationnelle. Elle est parfois convoquée comme un symbole, comme une preuve d'entrée dans le temps technologique mondial, avant d'être ancrée dans une logique rigoureuse de résultats, de chaînes de valeur, d'architecture de données et de transformation effective des institutions.

Le data center dédiée à l'IA dont la construction a été lancée à Oran vient à point nommé. L'ENSIA est plus que nécessaire. Les deux stratégies la SNTN et la SNIA sont indispensables. Les annonces peuvent même jouer un rôle mobilisateur. Mais ni la puissance de calcul ni la formation, à elles seules, ne remplacent la qualité des données, la structuration des systèmes d'information, la définition des cas d'usage et la solidité de la gouvernance.

Un centre de calcul sans matière première informationnelle fiable reste une vitrine. Des compétences d'excellence sans terrain de déploiement préparé finissent par tourner à vide. Une stratégie non reliée à des mécanismes d'exécution clairs devient rapidement un texte de plus. Ce n'est donc pas la technologie qui manque en premier. Ce sont les conditions concrètes de son efficacité. Ce sont les passerelles entre les institutions. Ce sont les standards. Ce sont les référentiels. Ce sont les circuits de décision. Ce sont les mécanismes de priorisation.

(A suivre)

EGYPTE

Le Caire lance la phase test du terminal portuaire de Safaga

A lors que les perturbations en mer Rouge continuent de peser sur le trafic maritime international, l'Égypte poursuit ses investissements logistiques pour consolider sa position sur les routes commerciales reliant le Golfe, l'Afrique et l'Europe.

La phase des essais commerciaux du nouveau terminal polyvalent du port égyptien de Safaga a été lancée, en prélude à sa mise en service complète prévue dans le courant de l'année. Les premiers tests des installations et équipements ont été réalisés à l'occasion de l'escale de deux navires inauguraux. Il s'agit de l'UGR Al Samha, en provenance de Singapour avec à son bord 5 000 véhicules, et du Sven Prosper, arrivé du port de King Abdullah avec une cargaison de 2 642 EVP (équivalents vingt pieds).

Cette étape survient quelques semaines après la réception, en avril, d'un premier lot d'équipements de manutention comprenant 3 grues de quai (STS) et 6 portiques sur pneus (RTG), destinés à renforcer les capacités opérationnelles du terminal. Présenté comme l'une des principales portes d'entrée maritimes de l'Égypte sur la mer Rouge, ce dernier s'inscrit dans les corridors logistiques internationaux développés par Le Caire, dans le cadre de sa stratégie visant à faire du pays des pharaons un hub régional de commerce et de transit.

L'infrastructure est également intégrée au corridor commercial arabe du Sud, qui doit relier les marchés du Golfe à l'Europe via les ports méditerranéens égyptiens, en s'appuyant notamment sur les plateformes de Safaga, de NEOM et le port islamique de Djeddah. Le terminal devrait par ailleurs contribuer au renforcement des échanges entre l'Égypte et les marchés d'Afrique de l'Est, grâce à une zone logistique africaine dédiée.

Il s'étend sur environ 810 000 m², et comprendra un quai de 1 000 mètres conçu pour accueillir jusqu'à 450 000 EVP, ainsi que 5 millions t de marchandises sèches en vrac et de marchandises diverses, 1 million t de marchandises liquides en vrac et 50 000 EVP de marchandises roulées. Le projet est développé dans le cadre d'un contrat de concession de 30 ans signé en mars 2023 entre AD Ports Group et la Red Sea Ports Authority. Il s'inscrit dans un programme national de modernisation des infrastructures portuaires de la mer Rouge, destiné à améliorer la compétitivité logistique de l'Égypte et à capter une part croissante des flux commerciaux régionaux.

Il faut cependant indiquer que les ambitions égyptiennes de structurer un réseau portuaire intégré autour du canal de Suez restent confrontées à un contexte géopolitique difficile. Depuis 2023, les tensions sécuritaires en mer Rouge et au Moyen-Orient perturbent les routes maritimes internationales, limitant le potentiel de croissance de ce corridor stratégique, et affectant les revenus liés au transit maritime.

R. I.

LIBYE

La NOC accélère sa modernisation avec de nouveaux accords pétroliers

Produire plus de pétrole ne suffit pas. Les autorités libyennes souhaitent aussi former les ingénieurs et les gestionnaires capables de conduire ses grands projets d'investissement dans l'énergie. Après son accord avec SLB, le plus grand groupe mondial de services pétroliers, la NOC continue de tisser ses partenariats. Mardi 9 juin, l'entreprise pétrolière publique libyenne a formalisé un nouvel accord impliquant Project Management Institute (PMI), un organisme américain reconnu mondialement pour ses certifications en gestion de projets.

Par Rédaction Internationale

Selon les détails rapportés par Libya Observer, l'accord prévoit la création d'une plateforme commune pour soutenir les employés de la NOC, avec un accès aux formations et certifications professionnelles reconnues à l'échelle mondiale. Il vise également à développer une expertise nationale capable de promouvoir les meilleures pratiques professionnelles dans le secteur énergétique libyen. « Cette coopération est l'une des premières initiatives de notre nouveau Centre de Développement Technique et Administratif », a déclaré le président de la société d'État, Masoud Suleiman, cité par Agenzie Nova. Pour sa part, PMI estime qu'il contribuera à améliorer les résultats des projets considérés comme centraux pour le développement économique de la Libye.

La signature de ces deux accords, intervenue en l'espace de 48 heures, traduit une volonté de modernisation sur deux fronts distincts. Le premier est technique, avec l'accord SLB qui vise à développer les gise-

ments sous-exploités et à transférer des technologies de forage. Le second est humain, avec l'accord PMI qui entend former les cadres libyens et améliorer la gestion des grands projets d'investissement.

Des initiatives qui s'inscrivent dans une dynamique plus large

La NOC a engagé plusieurs chantiers simultanément depuis le début de l'année. En février dernier, la Libye a lancé ses premiers appels d'offres d'exploration pétrolière en 17 ans, comme relayé par Al Jazeera. Plusieurs compagnies internationales ont répondu présentes, dans un contexte de hausse des prix liée à la fermeture du détroit d'Ormuz. En avril, le pays a approuvé son premier budget unifié en 13 ans, allouant 12 milliards de dinars (environ 1,9 milliard de dollars) à l'entreprise publique.

Ces initiatives s'accompagnent de résultats notables sur le plan de la production. En mai, la NOC a enregistré ses revenus mensuels les plus élevés en dix ans, avec environ 4 milliards de dollars. En termes

de production, la Libye atteignait 1,43 million de barils par jour en avril, soit son plus haut niveau depuis une décennie, rappelle The National.

Des ambitions qui se heurtent à des contraintes

Malgré ces avancées, des obstacles persistent. En janvier, Suleiman avait publiquement reconnu que la compagnie pétrolière publique n'avait reçu aucun budget opérationnel approuvé durant toute l'année 2025. Dans ce contexte, elle peine toujours à honorer ses engagements envers ses fournisseurs de services, selon le Middle East Institute.

Malgré cet environnement encore fragile, la NOC cherche à construire les compétences humaines et les partenariats techniques nécessaires pour satisfaire ses ambitions. L'objectif affiché reste d'atteindre 2 millions de barils par jour d'ici 2030, contre 1,43 million actuellement. La compagnie vise également 1,6 million de barils par jour d'ici la fin de l'année comme étape intermédiaire.

MAURITANIE

L'Assemblée nationale adopte un projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi sur le contenu local

L'Assemblée nationale a adopté, lors de sa séance publique tenue sous la présidence de M. Ahmedou Mohamed Mahfoudh Mballa, vice-président de l'Assemblée nationale, un projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi n° 2024-045 du 18 décembre 2024 relative au contenu local dans les secteurs des industries extractives et de l'énergie.

Le ministre de l'Énergie et du Pé-

trole, M. Mohamed Ould Khaled, a expliqué que ce projet de loi vise à réorganiser le cadre institutionnel du contenu local, notamment en remplaçant l'appellation « Unité du contenu local » par « Secrétariat national du contenu local » et en plaçant cette structure sous la tutelle du Premier ministre, conformément aux dispositions du nouvel article 3 de la loi.

Le ministre a ajouté que le texte pré-

voit également que les modalités de fonctionnement du Secrétariat national du contenu local ainsi que la composition de son Conseil de gouvernance et de gestion seront fixées par décret pris en Conseil des ministres.

Il a souligné que ces modifications visent à renforcer la coordination entre les différents acteurs concernés et à améliorer les mécanismes de suivi et d'évaluation. Elles inter-

viennent dans un contexte marqué par les profondes transformations que connaissent les secteurs de l'énergie et des industries extractives, notamment avec l'entrée de la Mauritanie dans l'ère de la production de gaz naturel et l'augmentation des investissements dans les domaines miniers et des énergies renouvelables, y compris l'hydrogène vert.

Agence

TUNISIE

La STEG s'appuie sur le Japon pour préparer son réseau au renouvelable

Intégrer les énergies renouvelables dans un réseau électrique est un défi technique complexe. Plus leur part augmente, plus il devient difficile d'assurer un approvisionnement stable et continu. La Tunisie se dote d'un outil technologique pour mieux gérer son réseau électrique face à la montée des énergies renouvelables. La Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG) a en effet annoncé le mardi 9 juin, le développement avec l'appui de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA), d'un système automatisé capable d'anticiper la demande en électricité heure par heure, rapporte La Presse de Tunisie.

Fondé sur les derniers algorithmes d'apprentissage automatique, ce système prédit la consommation en tenant compte des conditions météorologiques réelles. La STEG pourra ainsi mieux équilibrer l'offre et la demande sur son réseau au quotidien

en réduisant les risques de surcharge ou de déficit d'approvisionnement.

Ce développement a été présenté lors de la réunion de clôture du comité conjoint de coordination du projet, tenu le même jour à Tunis. Deux autres avancées ont été annoncées à cette occasion. Un transfert de technologie a été mené pour intégrer les infrastructures de recharge de véhicules électriques au réseau national sans le déstabiliser. Des spécifications techniques pour un système de stockage d'énergie par batteries ont également été élaborées et seront finalisées prochainement par la STEG.

« La JICA est très fière d'avoir accompagné la STEG dans ses efforts pour adapter son système de gestion du réseau au nouveau contexte des énergies renouvelables en Tunisie », a déclaré Miyata Mayumi, représentante résidente de l'institution japonaise.

Ce projet s'inscrit dans un contexte de

transformation rapide du mix électrique tunisien. La part des énergies renouvelables dans ce mix a en effet plus que doublé en deux ans, atteignant désormais près de 14 %, a rapporté Agence Ecofin fin avril. Une progression portée par l'entrée en service de plusieurs centrales solaires, dont celle de Sidi Bouzid (60 MW) en mai. Or, cette montée en puissance crée une nouvelle contrainte pour les gestionnaires du réseau. Contrairement au gaz ou au charbon, le solaire et l'éolien produisent de façon variable et donc sans outils de prévision performants, cet afflux intermittent peut déstabiliser l'équilibre entre l'offre et la demande.

C'est précisément pour anticiper ce risque que la STEG a lancé ce projet en 2024, avec l'appui de la JICA. La Tunisie s'est fixé l'objectif de couvrir 35 % de ses besoins en électricité par des renouvelables d'ici 2030.

Agence

NIGERIA

697 millions \$ mobilisés pour l'assurance agricole et le financement en trois ans

Au Nigeria, le secteur agricole contribue à près de 24 % du PIB et emploie environ la moitié de la population active. Le gouvernement entend renforcer la productivité agricole et stabiliser les prix des denrées de base grâce à de nouveaux financements.

Le Nigeria a mobilisé 950 milliards de nairas (soit 697 millions de dollars américains) au cours des trois dernières années pour soutenir son secteur agricole à travers des programmes d'assurance et de financement destinés aux producteurs. Ce bilan a été présenté samedi 6 juin par le ministère fédéral de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire dans le cadre de l'évaluation des actions menées en faveur de la sécurité alimentaire et de l'amélioration de la productivité agricole. Sur ce montant, 700 milliards de nairas ont été consacrés à la couverture d'assurance agricole, permettant de protéger près de 200 000 agriculteurs contre les risques liés aux aléas climatiques et aux pertes de récoltes. En parallèle, le gouvernement a approuvé une facilité de 250 milliards de nairas en faveur de la Banque de l'agriculture afin qu'elle propose des financements abordables aux agriculteurs.

Ces initiatives s'inscrivent dans l'Agenda « Renewed Hope » du président Bola Ahmed Tinubu, qui vise à renforcer la pro-

duction agricole nationale et à contenir la hausse des prix des denrées alimentaires. Elles viennent compléter plusieurs programmes déjà mis en œuvre, notamment la distribution d'engrais et de semences améliorées, le déploiement d'équipements de mécanisation agricole ainsi que la réalisation d'infrastructures dans les zones rurales.

Un secteur clé confronté à de nombreux défis

L'agriculture demeure un pilier de l'économie nigérienne. Selon l'International Trade Administration (ITA), elle contribue à près de 24 % du produit intérieur brut (PIB) du pays et emploie environ la moitié de la population active. Le secteur agroalimentaire représente, pour sa part, près de 14 % des emplois.

Malgré ce poids économique, le secteur fait face à plusieurs contraintes structurelles, notamment sa forte exposition aux changements climatiques, un niveau encore limité de mécanisation et d'irrigation,

la hausse des coûts des intrants ainsi que les difficultés d'accès au crédit pour les exploitants. Selon Abubakar Kyari, ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, le gouvernement entend poursuivre cette dynamique et consolider tous ces acquis grâce à « l'innovation, à des partenariats stratégiques et à un accroissement des investissements dans le secteur agricole afin d'assurer une sécurité alimentaire durable et une croissance économique ». Cette stratégie bénéficie également du soutien des partenaires internationaux. En avril dernier, la Banque mondiale a approuvé un crédit de 500 millions de dollars accordé par l'Association internationale de développement (IDA) pour financer, sur six ans, le projet « Sustainable Agricultural Value-Chains for Growth » (AGROW). Ce programme vise à accroître la productivité des petits exploitants, renforcer les chaînes de valeur agricoles, créer des emplois et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Nigeria.

Synthèse R I.

PÉTROLE ONSHORE

Le Ghana courtise le Canada pour explorer le bassin Voltaïen

La Commission pétrolière du Ghana multiplie les démarches à l'international pour attirer des investisseurs dans le secteur pétrolier. Elle cherche à inverser la dynamique de baisse de la production pétrolière observée ces dernières années.

Le Ghana veut ouvrir le bassin Voltaïen aux investisseurs canadiens. La Commission pétrolière du pays a participé au Global Energy Summit 2026 au Canada pour présenter ce vaste bassin onshore à des partenaires techniques et financiers potentiels. La démarche est conduite par la PDG de la Commission, Emeafa Hardcastle, a rapporté GhanaWeb dimanche 14 juin. Pour séduire les investisseurs canadiens, Hardcastle a mis en avant

plusieurs atouts. Le Ghana et le Canada partagent un système juridique de common law, offrant aux investisseurs un cadre réglementaire familier et prévisible. Au-delà du Voltaïen, les investisseurs peuvent racheter des parts dans des blocs existants, évaluer des gisements peu explorés ou acquérir des droits sur des zones ouvertes, notamment dans les bassins de Tano et d'Accra-Keta.

« Le Ghana offre un potentiel en hydrocarbures significatif dans des bassins matures, frontières, onshores et offshore. Nous prenons des mesures pratiques pour améliorer notre compétitivité et créer un environnement favorable à un investissement responsable », a déclaré Hardcastle lors de l'événement.

Le bassin Voltaïen couvre environ 103 000 km², soit 40 % du territoire ghanéen. La Commission pétrolière y a engagé 200 millions de dollars dans l'acquisition de données sismiques. D'après des informations relayées par Champion Newspapers, ces travaux ont confirmé la présence d'un système pétrolier actif, avec des indices de méthane, d'éthane, de propane et de butane identifiés dans les données géochimiques récentes. Cinq compagnies détiennent actuellement des licences d'exploration dans ce bassin. Aucun puits d'exploration n'a été foré dans le bassin Voltaïen depuis 1974, a rapporté World Oil en avril 2025. La filiale d'exploration de Ghana National Petroleum Corporation

(GNPC), Explorco, prépare le forage de son premier puits entre le quatrième trimestre 2026 et le premier trimestre 2027.

Ce développement arrive dans un contexte de déclin de la production pétrolière du Ghana. La production a chuté de 71,4 millions de barils en 2019 à un niveau projeté de 36 millions de barils en 2026, selon le Public Interest and Accountability Committee (PIAC). Le pétrole contribue en moyenne 7 % aux recettes de l'État, d'après Citi News Room. En 2025, ces recettes ont plongé de 35,7 %, tombant à 600,8 millions de dollars contre 1,07 milliard l'année précédente, indique le Ghana Upstream Petroleum Council.

R I.

Agence

KENYA

Le pays confie l'extension de l'aéroport de Nairobi à une société chinoise

Face à la croissance du trafic aérien en Afrique de l'Est, les principaux pays de la sous-région multiplient les investissements dans leurs infrastructures aéroportuaires. Le Kenya relance un projet stratégique destiné à renforcer la compétitivité de Nairobi comme hub régional.

Les travaux d'extension de l'aéroport international Jomo Kenyatta (JKIA) de Nairobi ont été attribués à la China Communications Construction Company (CCCC), selon plusieurs médias locaux et internationaux. Cette attribution marque une avancée dans la mise en œuvre d'un projet retardé depuis plusieurs années, alors que la principale plateforme aéroportuaire du Kenya

fonctionne désormais au-delà de sa capacité nominale.

L'attribution du contrat est évoquée après la création du Fonds national d'infrastructure (National Infrastructure Fund - NIF), alimenté notamment par les recettes issues de la privatisation de Kenya Pipeline Company (KPC). Ce mécanisme a permis de lever le principal obstacle qui freinait jusque-là le projet, celui du financement. Avant cette option, Nairobi avait exploré une autre piste de financement. En 2024, le gouvernement avait engagé des discussions avec le groupe indien Adani pour un investissement estimé à 1,85 milliard USD, et destiné à agrandir et moderniser l'aéroport, en contrepartie d'une concession

de 30 ans. Le projet avait toutefois suscité une forte opposition des syndicats et employés de l'aéroport, qui en jugeaient les clauses défavorables aux intérêts nationaux. Sous l'effet de cette contestation, et dans un contexte de pressions croissantes du département de la Justice des États-Unis à l'encontre du conglomérat indien, les accords préliminaires ont finalement été annulés en novembre. La nouvelle relance se profile alors que les infrastructures atteignent leurs limites. Conçu pour accueillir 8 millions de voyageurs par an, JKIA en a traité près de 8,8 millions en 2025, ce qui a accentué la congestion aux heures de pointe et affecté la qualité de service. L'extension de JKIA s'inscrit dans un

plan directeur couvrant la période 2025-2045. Celui-ci prévoit un développement progressif des infrastructures, un calendrier d'investissements, ainsi que des projections de rentabilité financière à long terme.

Selon les détails dévoilés en février dernier par la Kenya Civil Aviation Authority (KCAA), le projet doit permettre d'ajouter une capacité supplémentaire de 15 millions de voyageurs, notamment avec la construction d'un nouveau terminal. Une nouvelle piste est également prévue d'ici 2029, afin de porter la capacité opérationnelle à environ 63 mouvements d'aéronefs par heure, contre 14 actuellement.

Agence

CÔTE D'IVOIRE Le boom de l'or profite peu aux entreprises locales

En moins de quinze ans, la Côte d'Ivoire s'est imposée comme l'un des pôles aurifères les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest. Cette montée en puissance pose la question de la capacité du pays à convertir l'essor de sa production d'or en opportunités durables pour son tissu d'entreprises locales.

Après avoir plus que doublé en une décennie, la production d'or en Côte d'Ivoire devrait atteindre 62 tonnes en 2026, contre 59,33 tonnes en 2025. Si le boom aurifère en cours dans le pays se traduit par des recettes fiscales en hausse et davantage d'emplois pour les locaux, la stratégie nationale de contenu local dans le secteur minier présente encore des failles que les autorités veulent combler.

Selon le rapport ITIE 2023, la production ivoirienne d'or est passée d'environ 13,2 tonnes en 2012 à 51 tonnes en 2023, portée par la mise en service de nouvelles mines. Cette croissance repose aussi sur l'attractivité du pays pour les capitaux étrangers, la plupart des mines et futures mines d'or étant contrôlées par des compagnies basées au Canada, en Chine ou en Australie, comme Perseus Mining, Endeavour Mining, Montage Gold ou encore Zhaojin. La seule exception notable est Tongon, passée l'an dernier sous le contrôle d'Atlantic Group, de l'homme d'affaires ivoirien Koné Dossoungui.

Cette prédominance étrangère ne signifie pas que les entreprises ivoiriennes sont absentes des retombées du secteur. Au-delà de la propriété des actifs, les autorités veulent renforcer la participation locale dans l'emploi, la fourniture de biens et la sous-traitance. Or, les acteurs nationaux captent encore peu les marchés les plus rémunérateurs. Si les entreprises ivoiriennes restent peu présentes dans l'actionnariat des grandes mines, les retombées sont plus visibles dans l'emploi et certaines dépenses auprès de sociétés établies dans le pays. Le diagnostic sur le contenu local dans le secteur minier ivoirien, réalisé en 2022 et financé par l'agence de coopération allemande (GIZ), indique que les objectifs de nationalisation étaient déjà dépassés en 2019, avec 94 % d'employés nationaux.

Agence

POINT-MARCHÉS

La géopolitique soutient toujours le moral en Europe

Les espoirs suscités par l'accord américano-iranien continuent de soutenir le moral des Bourses européennes, la décreue consécutive des cours du pétrole pouvant laisser espérer une posture plus accommodante de la part des grandes banques centrales, en particulier de la Fed, qui se réunit cette semaine.

Après un peu plus d'une heure de cotation, le CAC 40 affiche un gain de près de 0,6% vers 8 435 points, une tendance en ligne avec la progression de l'Euro Stoxx 50, tandis que le DAX gagne 0,3% à Francfort et que le FTSE 100 grappille 0,1% à Londres.

Pour rappel, les marchés d'actions européens avaient accueilli favorablement, hier, l'annonce d'un protocole d'accord de paix entre les États-Unis et l'Iran : enchaînant une troisième séance consécutive dans le vert, le CAC 40 s'était adjugé quelque 0,4%, tandis que l'Euro Stoxx 50 progressait de 0,8%.

"La forte baisse du prix du pétrole induite par la réouverture imminente du détroit d'Ormuz a, sans surprise, stimulé la prise de risque, avec évidemment le secteur des énergies fossiles subissant un ajustement", met en avant LBPAM dans son point matinal.

"Cette stimulation de l'exposition aux actifs risqués a été exacerbée aux États-Unis et sur d'autres marchés riches en valeurs technologiques, par l'euphorie qui a gagné les investisseurs après la mise sur le marché de SpaceX", ajoute la société de gestion.

Le moral des investisseurs reste d'ailleurs soutenu ce matin par la décreue des cours du pétrole, qui se poursuit avec un baril de WTI (West Texas Intermediate) en recul de 2,5% à 79,4 USD et un baril de Brent en baisse de 2,2% à 81,6 USD.

Les regards se tournent vers les banques centrales

Cette évolution favorable des cours de l'or noir peut laisser espérer un apaisement des tensions inflationnistes, de quoi rassurer les investisseurs alors qu'ils doivent désormais tourner leur regard vers la Banque d'Angleterre et la Fed américaine, qui rendront leurs verdicts de politique monétaire cette semaine.

Si les investisseurs anticipent très largement un statu quo de la part de la banque centrale américaine, ils étudieront de près ses nouvelles projections économiques ainsi que le ton de la conférence de presse de son nouveau président, Kevin Warsh, afin d'y déceler des indications sur la trajectoire future des taux.

"Nous pensons que Warsh minimisera l'importance des indications prospectives, privilégiant une approche patiente concernant les taux et l'inflation, adoptant ainsi une posture plus dovish que ce qu'anticipe le marché", prédit Xiao Cui, économiste senior chez Pictet Wealth Management.

À propos de politique monétaire, on notera que deux des principales banques centrales d'Asie-Pacifique ont adopté des approches divergentes ce mardi : alors que celle du Japon a décidé de relever son taux directeur de 0,25 point à 1%, celle de l'Australie a préféré

laisser le sien inchangé à 4,35%.

Dans l'actualité des valeurs en Europe...

Lanterne rouge du CAC 40, STMicroelectronics perd 2,7% après l'annonce d'une émission d'obligations convertibles de 1,5 MdUSD en deux tranches, avec des échéances de 5 et 7 ans. La société prévoit également le remboursement anticipé de ses obligations convertibles 2027.

Ailleurs en Europe, GEA Group prend 4,2% à Francfort, profitant d'un relèvement de recommandation chez Deutsche Bank de "conserver" à "achat", avec un objectif de cours porté de 64 à 70 EUR, la banque constatant désormais "un décalage plus marquant entre les

fondamentaux résilients du groupe et la valorisation actuelle".

À l'inverse, Aperam lâche 2,4% à Amsterdam, pénalisée par une dégradation de conseil chez Morgan Stanley, passant de "surpondérer" à "pondération de marché" sur le spécialiste de l'acier inoxydable, électrique et spécialisé, malgré un objectif de cours relevé de 48 EUR à 52 EUR.

Au chapitre des données macroéconomiques, les opérateurs doivent prendre connaissance de l'indice ZEW du sentiment économique en Allemagne en fin de matinée, puis des prix à l'importation et des chiffres de la construction résidentielle pour le mois de mai aux États-Unis, en début d'après-midi.

Agence

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse après l'accord USA-Iran, le pétrole baisse

La Bourse de New York a fini en hausse lundi, le Dow Jones touchant un record, après que les États-Unis et l'Iran ont conclu un protocole d'accord pour mettre fin à leur conflit et permettant la réouverture du détroit d'Ormuz, menant à une baisse des craintes inflationnistes alors que les prix du pétrole baissaient. L'indice Dow Jones a gagné 0,92%, ou 468,77 points, à 51.671,03 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 122,83 points, soit 1,65% à 7.554,29 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté

de 795,10 points, soit 3,07% à 26.683,941 points.

L'accord-cadre, qui doit être formellement promulgué à Genève, en Suisse vendredi, ne règle pas dans l'immédiat la question du nucléaire iranien et les incertitudes règnent sur le volet libanais du conflit.

Pour autant, les prix du pétrole ont baissé de 4,9% touchant un plus bas depuis mars, les valeurs de l'aérien s'envolant à l'inverse des valeurs pétrolières, qui chutent.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Juin 2026
Valeur : 17 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	132.9187	132.9337
1	EUR EURO	154.2522	154.2961
1	GBP POUND STERLING	178.5102	178.5783
100	JPY JAPANESE YEN	83.0171	83.0317
1	CNY CHINESE YUAN	19.6695	19.6738
1	CHF SWISS FRANC	167.5305	167.5917
1	CAD CANADIAN DOLLAR	95.0846	95.1157
1	DKK DANISH KRONE	20.6392	20.6428
1	SEK SWEDISH KRONA	14.1784	14.1825
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.9648	13.9688
1	AED UAE DIRHAM	36.1910	36.1971
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4195	35.4254
1	KWD KUWAITI DINAR	432.9599	433.1499
1	TND TUNISIAN DINAR	45.1004	45.5537
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.3411	14.3427
1	LYD LIBYAN DINAR	20.8500	20.9569
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3213	3.3317
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.5339	181.5339

FRANCE

Paris sur sa lancée après l'annonce d'un accord de paix

La Bourse de Paris a poursuivi mardi sur sa lancée à la hausse après l'annonce d'un accord de paix au Moyen-Orient qui peut enclencher un cercle vertueux entre baisse du pétrole, de l'inflation et des taux.

Vers 10H30 de Paris, l'indice du CAC 40 progressait de 0,59% à 8.435,81 points. La veille, le panier des 40 principales valeurs françaises avait gagné 0,40%.

"Le marché achète la fin du choc pétrolier, mais pas encore la fin complète du choc inflationniste", résume Florian Ielpo de la banque privée Lombard Odier.

"L'accord sur" la guerre en "Iran a favorisé un regain d'appétit pour le risque global", soulignent les analystes et les stratèges de Natixis, qui rappellent que le Stoxx 600 (indice des 600 meilleures valeurs européennes) a brièvement atteint lundi un plus haut historique en séance, avant de reculer.

A New York comme en Europe, la rotation des actifs a favorisé l'automobile, l'industrie, les banques, les compagnies aériennes, les mines, le secteur voyages et loisirs, au détriment de l'énergie, la défense, les télécommunications et la santé, détaillent-ils.

Vecteur d'inflation, le prix du pétrole poursuivait sa décreue avec la perspective d'un retour à la normale dans le détroit d'Ormuz, point de passage de 20% de la production mondiale.

Vers 10H20 de Paris, le Brent de la mer du Nord, référence du brut, accélérât son recul du jour (-1,97%) à 81,53 dollars le baril (-2,20% à 78,97 dollars pour le WTI américain).

TotalEnergies commençait la journée à l'équilibre (+0,01% à 73,04 euros le titre) après avoir subi une correction la veille.

"Ce mélange d'euphorie sur la

technologie, toujours entraînée par l'IA, et le soulagement du recul du prix du pétrole devrait donner encore de l'allant au marché, mais les valorisations deviennent plus exigeantes et devraient limiter la progression des indices", selon les spécialistes de la Banque Postale. Mardi matin, Schneider Electric séduisait particulièrement les investisseurs (+2,42% à 276,70 euros, meilleure performance).

L'équipementier électrique français a annoncé la veille un partenariat avec le spécialiste taiwanais de l'assemblage électronique Foxconn afin de lancer la prochaine

génération de centres de données basés sur l'IA.

STMicroelectronics en peine

Le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics réalisait la deuxième plus mauvaise performance du jour après Renault (-2,25% à 66,91 euros). Juste avant la séance, STMicroelectronics a annoncé une nouvelle émission d'obligations convertibles en actions pour 1,5 milliard de dollars. L'entreprise a aussi annoncé le remboursement anticipé d'obligations convertibles.

Agence

IRLANDE

Le PIB s'est effondré de 12% au 1^{er} trimestre

La forte baisse du PIB irlandais a plombé les chiffres de la zone euro au premier trimestre 2026. Mais ces fluctuations reflètent surtout les variations des activités des multinationales attirées par la fiscalité irlandaise, tandis que l'économie domestique du pays reste globalement solide.

L'Irlande a faussé les données économiques de la zone euro. Au premier trimestre, le Produit intérieur brut (PIB) de l'île celtique s'est effondré de 12%, entraînant la zone euro dans sa chute. L'activité économique mesurée par Eurostat dans les pays utilisant la monnaie commune s'est contractée de 0,2%. Cela aurait pu être le signe annonciateur d'une récession dans les pays européens. Mais, heureusement, cela ne veut pas dire grand-chose. En excluant l'Irlande, la croissance de la zone euro reste stable, autour de 0,2% par trimestre. En fait, en Irlande, "le taux de croissance du PIB ne constitue pas un indicateur pertinent de la performance réelle de l'économie. Au-delà des incertitudes statistiques, l'économie nationale a continué d'afficher de bonnes performances en ce début d'année 2026", note la Bank of Ireland, dans un communiqué. Dépourvu de ressources naturelles significatives ou d'une industrie conséquente, le pays du trèfle était jusqu'aux années 1980 l'un des pays les plus pauvres d'Europe. Pour s'en extraire, Dublin a choisi de devenir un paradis fiscal pour les multinationales, en les attirant avec un taux d'impôt sur les sociétés particulièrement faible

(15% pour les multinationales contre 21,1% en moyenne dans les pays de l'OCDE). Les grandes sociétés ont mordu à l'hameçon. Apple, Meta ou Alphabet y ont installé leurs sièges européens. Et des géants pharmaceutiques américains, comme Pfizer ou Eli Lilly, y ont bâti des sites de production.

Un confortable excédent budgétaire

Revers de la médaille, le PIB de la petite Irlande (5 millions d'habitants) est devenu très dépendant des multinationales. Ainsi, la chute enregistrée au premier trimestre est essentiellement liée à un recul de leurs activités par rapport à l'année dernière. Début 2025, les sociétés pharmaceutiques basées en Irlande avaient exporté de très grandes quantités de médicaments vers les États-Unis avant le couperet des droits de douane décidés par Donald Trump. Résultat le PIB du pays avait bondi de 7,4% au premier trimestre. Le même phénomène avait pu être observé d'ailleurs au 3^e trimestre 2024 avec un bond là encore de 6,1%. Pas d'explosion soudaine de la consommation des ménages irlandais sur la période, simplement là encore un bond des exportations

des multinationales, surtout dans le secteur pharmaceutique, ainsi qu'à des opérations sur des actifs immatériels (brevets, propriété intellectuelle) qui ont gonflé la production mesurée. La valeur des exportations vers l'Amérique a nettement diminué depuis. "Nous constatons actuellement un retour à la normale. Mon ministère prévoit une reprise de la croissance du PIB pour le reste de l'année", a estimé Simon Harris, le ministre des Finances.

Cette stratégie d'attraction des capitaux étrangers permet à Dublin d'attirer des recettes fiscales considérables. Elles ont atteint un sommet en 2024, à 34,7 milliards d'euros contre 4,6 milliards d'euros dix ans plus tôt, soit sept fois plus. L'Irlande affiche ainsi un excédent budgétaire. Le gouvernement en profite pour alimenter un fonds souverain, au cas notamment où cette manne viendrait à disparaître. En effet, près de la moitié des recettes perçues par Dublin sont versées par seulement trois groupes (Apple, Microsoft et Eli Lilly), selon des données officielles rapportées par le Conseil consultatif fiscal irlandais (IFAC).

R. I.

ITALIE

Le PIB finalement attendu à +0,7% en 2026 et 2027

L'Italie devrait voir son produit intérieur brut (PIB) augmenter de 0,7% tant en 2026 qu'en 2027, au lieu de 0,6% prévu auparavant, selon les dernières prévisions de l'Institut national des statistiques (Istat). Cette progression sera "entièrement soutenue par la demande intérieure hors variations de stocks", précise l'Istat. En revanche, "la demande extérieure nette, pénalisée par les effets du conflit au Moyen-Orient et

par la hausse qui en résulte des prix de l'énergie" fournira "une contribution négative en 2026 (...) et nulle en 2027", ajoute l'Institut. Fin avril, le gouvernement italien avait revu ses prévisions de croissance légèrement à la baisse, à +0,6% en 2026, ainsi qu'en 2027 (contre +0,7% et +0,8% prévus auparavant), prenant en compte les conséquences de la guerre au Moyen-Orient, notamment sur le marché de l'énergie. En 2025, la croissance de l'écono-

mie italienne avait atteint +0,5% sur l'année. "Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques, les résultats des prévisions" sont notamment conditionnés par la durée du conflit, selon l'Istat. Ainsi, si le conflit entre l'Iran et les États-Unis venait à se prolonger, l'Istat a cherché à évaluer, grâce à un exercice de simulation, quelles seraient les conséquences sur l'économie italienne.

Avec un prix du baril de Brent et du gaz naturel plus élevés que dans le scénario de base - soit 113,5 dollars en moyenne en 2026 et 97,5 dollars en 2027 pour le Brent, 47 euros par MWh en 2026 pour le gaz naturel et 39,6 euros en 2027 - "le profil de croissance du PIB italien (...) serait inférieur, par rapport au scénario de base, de 0,1 dixième de point en 2026 et de 0,3 dixième en 2027".

Agence

FRANCE

Le président du Medef salue «la bonne nouvelle» de l'accord entre l'Iran et les États-Unis

Patrick Martin a également appelé à «investir comme des brutes» dans l'IA, ce mardi. Le président du Medef Patrick Martin a jugé mardi que l'accord trouvé entre l'Iran et les États-Unis était «une bonne nouvelle», et salué l'attitude des pays européens, comme la France, «intelligemment présents dans ce débat». «C'est une bonne nouvelle», a-t-il déclaré sur franceinfo, tout en soulignant le risque de «volte-faces»: «On a des Iraniens très résilients et assez retors, et un président (américain Donald) Trump qui peut changer d'avis assez régulièrement. Mais je crois que le sérieux et la raison sont en train de l'emporter». Il a jugé «la France, d'autres pays européens, intelligemment présents dans ce débat», en «essayant d'apporter de l'apaisement sans perdre de vue les menaces

géopolitiques». «Nous on est très alignés avec le président de la République» à ce sujet, a-t-il insisté. Il a dit attendre du G7 d'Évian, en termes de commerce international, «que les pays reviennent à ce qui a préexisté pendant des décennies, c'est-à-dire une volonté de coopération». Patrick Martin a par ailleurs jugé que les 655 millions d'euros supplémentaires d'investissement dans l'intelligence artificielle annoncés mardi par le premier ministre Sébastien Lecornu étaient «à la mesure des moyens très faibles dont la France dispose du fait de l'état de ses finances publiques», préconisant pour sa part «d'investir comme des brutes» dans l'IA. Le président du Medef a critiqué le projet de loi sur la transparence salariale, estimant que le texte «va instaurer un prin-

cipe d'égalitarisme (...) c'est-à-dire que les salariés qui sont moins engagés, moins motivés, veulent peut-être moins progresser, seront traités exactement comme ceux qui s'arrachent». Pour lui, le texte représente en outre «un summum en termes de complexité» et aboutira à l'embauche «d'une palanquée de DRH» (directeurs des ressources humaines, NDLR). Patrick Martin a enfin défendu l'invitation du président argentin Javier Milei - qui a décliné - à l'université d'été du Medef. «Est-ce que M. Milei est illibéral, est-ce qu'il met en prison ses opposants, est-ce qu'il met la main sur les médias, non», a-t-il remarqué, observant avoir également invité «la présidente socialiste du Mexique», Claudia Sheinbaum.

R. I.

CHINE

La production industrielle progresse en mai

La production industrielle en Chine a progressé en mai à un rythme supérieur aux attentes, montrent des données officielles publiées lundi. D'après les données du Bureau national des statistiques (BNS), la production industrielle a augmenté le mois dernier de 4,5% sur un an, accélérant par rapport à avril (+4,1%) et s'établissant au-dessus du consensus qui ressortait à +4,3%. Pour leur part, les ventes au détail ont reculé en mai de 0,6%, contre une hausse de 0,2% le mois précédent, alors que les analystes anticipaient en moyenne 0,0%. Les investissements en actifs fixes ont reculé de 4,1% sur les cinq premiers mois de l'année, après s'être contractés de 1,6% sur la période janvier-avril. Les analystes attendaient une baisse de 2%.

R. I.

JAPON

La BoJ relève ses taux d'intérêt à leur plus haut niveau depuis 31 ans

La Banque du Japon (BoJ) a relevé mardi son taux directeur de 25 points de base à 1%, au plus haut niveau depuis plus de trois décennies, pour faire face à l'affaiblissement du yen et à l'inflation nourrie par la guerre au Moyen-Orient. La banque centrale japonaise a indiqué qu'elle continuerait à relever les taux d'intérêt en fonction de l'évolution de l'économie et des prix et que le rythme des hausses de taux dépendra de l'impact de la situation au Moyen-Orient et des perspectives économiques. Au Japon, l'inflation s'est accentuée ces derniers mois, à mesure que flambaient les prix de l'énergie face à la paralysie des acheminements d'hydrocarbures du Golfe - dont le Japon importait avant la guerre 90% de son pétrole. Pour rappel, les taux d'intérêt au Japon ont été fortement abaissés dans les années 1990 afin de faire face aux répercussions de l'effondrement des prix des actifs, notamment dans l'immobilier et les marchés boursiers. Ils sont restés proches de zéro pendant deux décennies, alors que les prix reculaient et que la croissance stagnait.

R. E.

AU PREMIER TRIMESTRE 2026

L'économie autrichienne a progressé de 0,9%

L'économie de l'Autriche a progressé de 0,9% en glissement annuel au premier trimestre 2026, selon les données préliminaires des comptes nationaux publiées par Statistics Austria mercredi. Ce chiffre de croissance dépasse l'estimation flash du WIFO, qui tablait sur une hausse de 0,6% en glissement annuel. En rythme trimestriel, l'économie autrichienne a progressé de 0,2% par rapport au trimestre précédent. Statistics Austria a également révisé à la hausse les chiffres de croissance des trimestres précédents. Ces révisions indiquent que l'économie de l'Autriche a progressé de 0,8% en 2025, un résultat plus solide que le 0,6% précédemment annoncé.

R. I.

CONÇUS POUR MÉNAGER LES RÉSEAUX 4G ET 5G

Apple brevète des essaims de drones

Apple a déposé une demande de brevet auprès de l'USPTO pour réduire le trafic réseau produit par des essaims de drones sur les réseaux 4G et 5G. Les drones expédient des rapports groupés à intervalles définis, à la place des flux continus, imposés par le protocole standard.

Un drone en vol interroge en permanence les antennes proches. À chaque changement d'altitude ou de cap, il envoie simultanément vers toutes les tours à portée quatre types de données, dont la puissance du signal reçu (RSRP), la qualité du signal (RSRQ), le rapport signal-sur-bruit (SINR) et l'orientation des faisceaux antennaires. Avec dix, cinquante ou cent drones en vol au-dessus des mêmes antennes, le réseau local sature. Apple a donc déposé une demande de brevet pour qu'un essaim entier consomme moins de bande passante qu'un seul appareil en mode de signalisation standard.

Trois façons d'alléger les envois de chaque drone vers les antennes

Au basculement de la 5G vers la 4G, le drone expédie uniquement l'identifiant de la tour concernée, à la place des mesures RSRP, RSRQ et SINR complètes. On transmet ainsi une fraction du volume standard.

Le deuxième mécanisme fonctionne par seuil. Le drone comptabilise les nouvelles tours contactées sur une période donnée. Un rapport complet part uni-



quement au franchissement du seuil défini. Apple stocke les données en local entre deux franchissements.

Dans le troisième mécanisme, Apple associe à chaque fréquence radio un code de suivi distinct. Le drone suit la demande d'upload de ce code et expédie un rapport global uniquement au fran-

chissement du seuil. On envoie ainsi une seule transmission groupée à la place de dizaines d'envois épars.

Dès 2021, Apple avait déjà déposé des demandes sur l'appairage entre UAV et contrôleurs, puis sur le contrôle à distance via réseau cellulaire. Les précédents couvraient le contrôle individuel

d'un appareil. Ce dépôt traite la coexistence de nombreuses unités sur une même infrastructure.

Depuis l'abandon du projet Titan, Apple accumule les brevets sur les drones

La congestion réseau bloque les déploiements commerciaux à grande échelle. DJI et les autres fabricants vendent aujourd'hui des appareils essentiellement isolés, dont la signalisation cellulaire charge peu les réseaux locaux. Mais, pour la livraison groupée, la surveillance d'infrastructures ou la cartographie d'urgence, on fait voler des dizaines d'engins au-dessus des mêmes antennes.

En février 2024, Apple a abandonné le projet Titan, sa voiture électrique autonome, après dix ans de développement. La firme y avait engagé plusieurs milliards de dollars. Une partie des équipes a rejoint les divisions Intelligence artificielle et Vision Pro.

Depuis 2021, Apple a déposé des brevets sur le contrôle de drones, puis sur l'appairage, et maintenant sur la gestion réseau collective. Du contrôle d'un appareil unique, la firme est passée à la coordination d'un essaim entier.

Le PDG d'Amazon aurait alerté sur les modèles Anthropic avant la répression gouvernementale

La coupure d'accès à Claude Fable 5 et Mythos par Anthropic est l'événement des derniers jours dans la tech. Et l'origine de cette décision subite serait à trouver du côté d'Amazon. Il y avait de l'excitation dans le public quand Anthropic annonçait le lancement de sa nouvelle IA Claude Fable 5, qui était un Mythos auquel des contraintes avaient été ajoutées afin d'empêcher son utilisation malveillante. Malheureusement, sa mise à disposition du public a duré à peine quelques jours, Anthropic ayant dû couper brutalement son accès vendredi soir. Et on en sait plus sur cette décision étonnante.

Le patron d'Amazon aurait alerté le gouvernement américain après avoir trouvé une faille dans Fable 5

Mais pourquoi l'administration Trump a-t-elle brutalement obligé Anthropic à couper l'accès de Fable 5 et de Mythos à tout Américain, qu'il réside aux États-Unis ou à l'étranger (contraignant Anthropic à finalement décider de tout arrêter) ? Eh bien, il faudrait regarder du côté d'Amazon pour avoir la réponse. En effet, d'après le Wall



Street Journal, des chercheurs d'Amazon auraient réussi à circonvenir les garde-fous de Claude Fable 5, leur permettant d'user de la puissance l'IA pour pouvoir potentiellement mener des cyberattaques. Des hauts responsables de l'administration Trump, dont le secrétaire au Trésor Scott Bessent, ont directement été informés derrière par le patron d'Amazon, Andy Jassy - ce qui a mené à l'ordre de la Maison-Blanche évoqué ci-dessus.

Amazon dément mollement pour le moment

Du côté d'Amazon, qui est pour rappel un des actionnaires d'Anthropic, on ne

nie pas, sans plus confirmer. Un porte-parole d'Amazon a ainsi indiqué qu'il n'était « pas rare que les gouvernements sollicitent nos conseils sur d'éventuels risques pour la sécurité. » Mais évidemment, Amazon ne « divulgue pas les détails de ces discussions ». Reuters et The Information confirment eux de leur côté l'angle du Wall Street Journal, ces derniers affirmant qu'Amazon aurait communiqué à l'exécutif américain ses inquiétudes quant à la sécurité des modèles IA d'Anthropic. Enfin, de son côté, la start-up présidée par Dario Amodei a publié une note de blog dans laquelle il est écrit que « nous ne pensons pas que la découverte d'une faille de sécurité potentielle mineure doive justifier le rappel d'un modèle commercial distribué à des centaines de millions de personnes. »

« Si cette norme était appliquée à l'ensemble du secteur, nous pensons qu'elle mettrait pratiquement un terme à tous les déploiements de nouveaux modèles par l'ensemble des fournisseurs de modèles de pointe » a-t-il été ajouté.

APRÈS AVOIR POUSSÉ L'IA PARTOUT

Microsoft demande désormais de l'utiliser moins

Satya Nadella, directeur général de Microsoft, a admis en juin 2026 que ses équipes abusent des modèles d'IA les plus puissants pour des tâches banales. Le phénomène s'appelle le tokenmaxxing. Microsoft y a répondu non pas en coupant les accès à l'IA, mais en imposant une discipline de coût interne. Au cours d'un podcast, on a demandé à Satya Nadella si le tokenmaxxing se pratiquait chez Microsoft. « Beaucoup », a répondu le dirigeant, avant même la fin de la question. Le tokenmaxxing désigne le fait de router chaque requête vers le modèle d'IA le plus coûteux, quelle que soit la complexité de la tâche. Microsoft prévoyait déjà 190 milliards de dollars d'investissement en infrastructure IA sur l'année civile 2026, soit environ 174 milliards d'euros, selon la directrice financière Amy Hood. Quand les employés sollicitent sans distinction les modèles les plus puissants pour reformuler un e-mail ou résumer une réunion, chaque token superflu s'ajoute à cette note déjà lourde.

Microsoft interdit à ses ingénieurs de solliciter les modèles d'IA les plus puissants pour des tâches banales

Satya Nadella a choisi l'aveu plutôt que la réprimande. « Je suis un tokenmaxxer moi-même, c'est addictif », a-t-il déclaré devant le public du podcast. Il a enchaîné sur la consigne concrète : « N'utilisez pas des modèles avancés pour des problèmes non-avancés ».



Car ces modèles au sommet de la hiérarchie facturent bien plus par token que leurs équivalents allégés, pour des résultats souvent identiques sur des requêtes simples. Microsoft ne coupe pas les accès. Le directeur général a orienté ses équipes vers le mode Auto de Microsoft Copilot, qui sélectionne lui-même le modèle adapté à chaque requête, sans que l'utilisateur ait à décider. En clair, on délègue à l'outil le soin de ne pas surconsommer. C'est un retournement notable pour une entreprise qui, depuis deux ans, a intégré l'IA dans Windows, Office et Azure en poussant ses collaborateurs à l'utiliser sans limite. Les ingénieurs de la division Experiences & Devices devront abandonner Claude Code d'Anthropic avant le 30 juin 2026, date de clôture de l'exercice fiscal. L'outil, déployé en décembre 2025 auprès de milliers de développeurs, chefs de projet et designers, avait séduit au point

de supplanter GitHub Copilot CLI dans l'usage quotidien et les équipes en avaient consommé tant de tokens que la direction a mis fin à l'expérience.

Sans plafond d'usage fixé en interne, des entreprises ont dépensé des centaines de millions d'euros en tokens d'IA en quelques semaines

Dans les grandes entreprises technologiques, des équipes ont instauré des classements internes où la productivité se mesure au volume de tokens traités par employé, comme chez Amazon. Ce type d'indicateur récompense la consommation, pas la qualité du travail produit. Microsoft écrit aujourd'hui 30 % de son code à l'aide de l'IA générative, selon Satya Nadella lui-même. Ce chiffre élevé n'a pas empêché la dérive. Intégrer l'IA dans les flux de travail ne suffit pas à maîtriser les coûts si personne ne cadre quelle tâche mérite quel niveau de modèle. Nous vous parlions récemment de cette entreprise non identifiée qui avait dépensé 460 millions d'euros en un seul mois sur Claude soit environ 500 millions de dollars, faute d'avoir défini des plafonds d'usage. Idem pour Uber qui avait épuisé l'intégralité de son budget annuel d'outils IA en quatre mois, selon un témoignage de son directeur technique. Pour Satya Nadella, ses équipes doivent toujours se demander « Qu'est-ce que j'essaie de créer ? ». Non pas combien de tokens ont été consommés, ni quel modèle a été sollicité, mais quelle est la valeur du résultat.

Porsche fête cette année les 30 ans d'un modèle qui lui a sauvé la mise

Au début des années 1990, Porsche se trouve dans une mauvaise passe. La marque de Stuttgart se doit de réagir en ciblant une nouvelle clientèle, ce sera chose faite avec le Boxster qui lui sera salutaire. En attendant la cinquième mouture promise pour être 100% électrique avant qu'elle ne se ravise à garder du thermique comme indispensable complément, la marque célèbre cette année les 30 ans d'un modèle crucial.



Lorsque Porsche lança la 911, en 1964, la typologie de la clientèle du constructeur changea en profondeur. Beaucoup plus chère que la 356 qu'elle remplaça, la 911 fit forcément perdre des acheteurs à la marque, c'est pourquoi à la fin des années 1960, un projet de modèle plus accessible ciblant une population jeune et aisée vit le jour, la Porsche 914.

En sept années de commercialisation, l'auto ne s'écoula qu'à près de 120 000 unités. Ce ne fut pas une réussite mais cela créa néanmoins un précédent.

Un concept car très néo-rétro

En effet, au début des années 1990, lorsque Porsche se trouve dans la tourmente en raison de ventes en baisse, la recette d'un modèle accessible revient sur la table. Le cahier des charges cible également une clientèle plus féminine et surtout des acheteurs utilisant le véhicule au quotidien. C'est pourquoi les dimensions du modèle sont plus réduites que celles de la 911 et que l'engin dispose des deux coffres. Si le projet début au printemps 1992, la présentation sous la forme d'un concept-car n'intervient qu'au salon de Detroit en janvier 1993. Les lignes pures

et souples s'inspirent de celles de la 356 Spyder mais aussi de la 550 Spyder. La version de série qui arrivera sur le marché en 1996 – à une époque où seule la 911 figure au catalogue après l'arrêt de 928 et 968 – sera quelque peu différente pour des raisons techniques mais l'esprit général sera conservé. Néanmoins, le regard caractéristique du Porsche Boxster premier du nom, celui qui porte en interne le code projet 986 et qui fera carrière jusqu'en 2004, sera partagé avec la Porsche 911 de cinquième génération, la fameuse 996, pour d'évidentes raisons économiques.

Une formule salvatrice pour Porsche

Mais l'arrivée du Boxster, coïncide avec une réorganisation complète de l'entreprise avec pour mot clé la rationalité et la réduction des coûts, la survie de Porsche en dépend. La réussite fut au rendez-vous avec plus de 100 000 unités écoulées entre 1996 et 2004 avec pour un peu plus de moitié la version de base animée par moteur à six cylindres à plat cubant 2,5 litres fort de 204 ch, le reste reposant sur les épaules de la version S disposant d'un moteur 3,2 litres de 252 ch. En 2005, la seconde génération du Por-

sche Boxster prend la relève sous le code interne 987 avec une physionomie très proche, bien qu'aucun panneau de carrosserie soit commun avec la première mouture. La principale évolution, celle qui saute immédiatement aux yeux est l'arrivée de phares aux contours plus conventionnels. La gamme monte en puissance est 240 ch pour le modèle de base et 280 ch pour le Boxster S. Le second opus du Porsche Boxster restera au catalogue jusqu'en 2011.

A cette date, la marque présente deux variantes 100% électrique avec un ou deux machines électriques fournies par Volkswagen. La première se cantonne à 122 ch, la seconde grimpe à 245 ch, mais il ne s'agit que de prototypes, le marché de la sportive électrique n'étant alors pas mature.

Le 4 cylindres de la discorde

En 2012, la troisième génération du Porsche Boxster entre en scène, il est connu sous le code 981. L'évolution porte sur trois axes, un poids revu à la baisse, des performances et une efficacité en hausse. Selon les motorisations, le Porsche Boxster oscille entre 265 et 315 ch. En 2016, le modèle change de nom et adopte le patro-

nyme Porsche 718 Boxster à l'occasion du restylage de mi-carrière en 2016. Une évolution indispensable pour être raccord avec la nouvelle politique d'entrée de gamme – n'en déplaise aux puristes – axé autour de moteur à quatre cylindres à plat turbo fort de 300 à 350 ch. En effet, la Porsche 718 première du nom, caractérisée par un moteur à 4 cylindres connu une belle carrière en course entre 1957 et 1962. Malgré ce trait d'union pour légitimer un nombre de cylindres réduit, la mayonnaise ne prend pas et en 2019, le moteur à 6 six cylindres 4.0 litres distillant de 400 à 500 ch revient dans la gamme.

Cette année pour les 30 ans du modèle, le passage au 100% électrique était acté, mais le marché des sportives toujours aussi réticent à ce type d'énergie, à fortiori sur des véhicules d'entrée de gamme pour lesquels les marges sont moindres en a décidé autrement. La prochaine génération du Porsche Boxster n'arrivera qu'en 2027 et la gamme proposera également des versions thermiques. Afin de rentabiliser le projet, Porsche s'associera à son comparse Audi, ce dernier profitera de la base technique pour son futur TT.

PRESQUE 50 ANS ET TOUJOURS LÀ

Une énième mise à jour permet à la Lada Niva de rester dans le coup

La Lada Niva a derrière lui une carrière de... 49 ans et, grâce à une énième mise à jour – plus de puissance, davantage de confort et moins de rouille –, le tout-terrain russe est prêt à rempiler pour encore trois décennies.

Une vieille connaissance à la longue histoire

La Lada Niva figure parmi les tout-terrain produits depuis le plus longtemps au monde. Le modèle originel est en effet entré en production en 1977 et associait déjà une carrosserie compacte, une transmission intégrale permanente et une base technique relativement simple mais robuste. Cette formule explique pourquoi la Niva (qui porte aujourd'hui l'appellation Legend) reste immédiatement reconnaissable. Même avec cette mise à jour présentée lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg, Lada ne modifie pratiquement rien à sa silhouette anguleuse, qui traverse les décennies depuis près d'un demi-siècle. Une icône à sa manière dans l'histoire de l'automobile.

Enfin un airbag

La principale évolution de l'habitacle concerne le nouveau volant, emprunté à la Lada Granta. Celui-ci permet l'adoption d'un airbag sur la Niva, une première dans l'histoire du modèle. Par ailleurs, le contacteur d'allumage est déplacé sur la droite, le levier de vitesses est rapproché du conducteur et la boîte de transfert est désormais commandée par un seul levier. La mise à jour comprend aussi un écran d'infodivertissement plus grand, le verrouillage centralisé ainsi qu'une clé unique pour les portes et le démarrage.

Nouveau 1,8 litre avec davantage de couple

L'ancien moteur à essence 1,7 litre cède sa place à un bloc 1,8 litre à 8 soupapes issu du Niva Travel. Il développe 90 ch et 153 Nm, soit un gain de 7 ch et 24 Nm par rapport au moteur précédent. Plus important encore pour un tout-terrain, ce moteur délivre une grande partie de son couple dès 1000 tr/min, exactement ce que l'on attend d'un véhicule destiné au franchissement. Selon Lada, la consommation devrait également diminuer de 3 à 30% selon les conditions d'utilisation. Si le design reste globalement inchangé, Lada a néanmoins revu le choix des maté-



riaux. La face avant, le capot, le pavillon, le hayon et les parties arrière de la carrosserie sont désormais fabriqués en acier galvanisé plus résistant. Cette évolution doit permettre à la Niva Legend de mieux résister à la corrosion, un point loin d'être anodin pour un véhicule souvent utilisé dans des conditions difficiles. Extérieurement, les modifications se limitent notamment à de nouvelles jantes bicolorées de 16" et à une prise d'air noire sur le capot.

Châssis et freins modernisés

Le châssis fait lui aussi l'objet d'améliorations. Lada déplace la barre antiroulis vers l'avant, une modification qui doit, selon le constructeur, améliorer à la fois le confort et le comportement routier. La Niva Legend reçoit également des disques de frein ventilés, tandis que l'insonorisation ainsi que les systèmes de chauffage et de climatisation ont été revus. La préparation de la production est déjà en cours, mais les tarifs ne seront communiqués que plus tard. Et non, Lada n'est plus officiellement représentée en Europe occidentale.

Mots fléchés

Boisson sans houblon Contrée champenoise	Prénom d'origine germanique Souverains	Cadeau dans la corbeille de mariage Insecte	Insonorisations Deux romain	Subdivision d'un tiroir Sur ces entrefaites Dénudés	Cocher d'une voiture de poste	Licencieux Voies aménagées
Alter-nances Aéronef					Ruisselle Avariés	
			Ni dieu, ni maître Uvules Bac à fleurs			
Pierre d'achopement Soldat américain		Cobras			Planche de chêne Fin d'infinifif	Poirées
	Haute Assemblée			Affluent du Rhin		Immobiles
Possessif Pronom personnel		Épuisé Bianca la cantatrice		Associé Précis		
	De soulier c'est un lacet Constant				Demeurent Ronflette	
Ils portent le grément et la voile	Saint espagnol Poison violent		Prénom de La Fres-sange Atome		Catégorique Bonne note	
		Petit enseignant				Note de musique Cavité sous les bras
Portion journalière pour les animaux Maison en bois de sapin				Assortit les couleurs	Cabrioles	
		Petit cigare Fine fleur				Id est Plus clair
Esprit de taille infime			Trou normand	Petit récipient à anse Fleuve italien		Recou-verte de terre
Prénom d'origine gaélique			Usées jusqu'à la corde Sélénium			Fringants
Eloigné	Affluent de la Seine Gouffres			Postes au football	Roues à gorge Bizut	
				Actinium	Charmante Poisson	
Ceinture jaune	Baye Il est au rhum		Caution Fils d'Isaac			Monnaie bulgare
		Vieux courroux	Ecoissé Erbium			Longue période Note de musique
Camarades Absurdes				Première personne du pluriel Lettres pieuses		Thallium Béryllium
					Obtempéré	
Enzyme		Cette commune a fusionné avec Rigny			Blessé	

Le dollar en recul

Le dollar se repliait lundi, en même temps que les prix du pétrole, dans le sillage des développements des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Vers 18H00 GMT, le billet vert perdait 0,27% face à la monnaie unique européenne, à 1,1600 dollar pour un euro, et lâchait 0,16% face à la devise britannique, à 1,3429 dollar pour une livre. En parallèle, l'or - qui évolue traditionnellement inversement au dollar en tant que valeur refuge concurrente - prenait 2,46%, à 4.323,23 dollars l'once.



CHINE

Les investissements en capital fixe en baisse de 4,1% de janvier à mai

Les investissements en capital fixe de la Chine ont reculé de 4,1% sur un an au cours des cinq premiers mois de cette année, selon les données officielles publiées mardi. Les investissements ont totalisé 17.850 milliards de yuans (environ 2.620 milliards de dollars) durant la période considérée, a indiqué le Bureau d'Etat des statistiques (BES) dans un communiqué. Hormis le secteur immobilier, les investissements en capital fixe du pays ont reculé de 1,2% de janvier à mai. Selon les données détaillées, les investissements dans les produits de propriété intellectuelle ont progressé de 9,3% en glissement annuel, tandis que ceux dans les infrastructures ont augmenté de 0,6% par rapport à la même période de l'année précédente.

APRÈS L'ANNONCE DE LA RÉOUVERTURE DU DÉTROIT D'ORMUZ

Les prix du pétrole reculent

Les prix du pétrole continuent de baisser mardi après les déclarations de Donald Trump sur une réouverture complète du détroit d'Ormuz dès vendredi, jour où devrait être signé l'accord pour mettre fin à la guerre au Moyen-Orient. Sans pour autant s'effondrer, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, perdait 2,52% vers 8h55 GMT (10h55 à Paris), à 81,07 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, lâchait 2,65% à 78,61 dollars. Les deux références du brut évoluaient à leurs plus bas depuis la première quinzaine de mars. «Des navires, dont certains chargés de pétrole, commencent à sortir du détroit», s'est réjoui Donald Trump sur son réseau Truth Social. Vendredi devrait aussi avoir lieu la cérémonie de signature du cadre d'accord trouvé entre l'Iran et les États-Unis. Selon un haut responsable américain, le texte a déjà été signé de manière électronique par le président américain, son vice-président JD Vance, ainsi que le président du Parlement iranien et principal négociateur Mohammad Bagher Ghalibaf. Mais beaucoup reste encore à faire avant de retrouver les volumes précédant la guerre. Interrogé au G7 à Evian, en France, sur la force multinationale que Paris et Londres proposent de déployer pour le déminer et sécuriser la réouverture du détroit d'Ormuz, Donald Trump a affirmé : «Je ne pense pas que nous aurons besoin de beaucoup d'aide». La question des éventuels frais de péage dans ce passage commercial stratégique reste aussi cruciale. Selon la diplomatie iranienne, l'Iran devrait facturer «des frais pour les services de navigation», «la protection de l'environnement» ou encore «l'assurance des navires», plutôt qu'instaurer un péage dont les États-Unis ne voulaient pas.

Agence

HYDROCARBURES

L'APPO prépare une plateforme africaine pour le contenu local

L'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) s'appête à lancer prochainement une nouvelle plateforme interactive visant à favoriser le contenu local dans les appels d'offres du secteur énergétique, a annoncé le secrétaire général de l'organisation, l'Algérien Farid Ghezali, appelant à un renforcement de la coopération continentale dans les projets d'hydrocarbures.

Dans un entretien accordé à l'APS, M. Ghezali, a précisé que cet outil numérique permettra de recenser les entreprises africaines et de publier des appels d'offres ouverts en priorité aux sociétés du continent.

Selon le premier responsable de l'APPO, l'Afrique dispose de compagnies nationales publiques et privées hautement qualifiées, capables de réaliser de grands projets industriels selon les standards internationaux. Ce projet de centralisation, en phase finale de développement, ambitionne de donner naissance, d'ici fin 2026 ou début 2027, à un véritable bulletin africain des appels d'offres, sur le modèle du Bulletin des appels d'offres du secteur de l'énergie et des mines (BAOSEM) en Algérie, a-t-il expliqué. La feuille de route de l'APPO pour l'année en cours (2026) met également l'accent sur le partage d'expériences, a ajouté M. Ghezali assurant que l'expertise de pays tels que l'Algérie, l'Angola ou le Nigeria en matière de développement du contenu local dans le secteur de l'énergie devait servir de levier pour les autres Etats membres. L'organisation œuvre aussi au déve-

loppement et au perfectionnement des ressources humaines, à travers la mise en place d'un plan africain de formation technique et académique, ainsi que la création d'un réseau de Centres de formation permettant à chaque pays d'identifier les cursus disponibles sur le continent pour former ses futurs cadres et techniciens. Par ailleurs, la restructuration de l'organisation constitue un autre chantier majeur, selon M. Ghezali, élu à l'unanimité à la tête de l'association en décembre 2025. A ce sujet, il a indiqué que cette restructuration vise à adapter l'institution aux évolutions du secteur énergétique mondial, en intégrant d'autres sources telles que l'électricité, le solaire et l'hydrogène.

L'expertise algérienne fortement sollicitée en Afrique

Tout en rappelant que 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité, le secrétaire général a insisté sur la nécessité de valoriser localement le potentiel du continent. "L'Afrique regorge de ressources onshore et offshore majeures qui attirent les grandes puissances en quête de stabilité et de fiabilité. Nous devons impérativement capitaliser sur cet atout pour attirer les investissements, mais selon nos propres conditions", a-t-il déclaré.

Un autre chantier important de l'APPO concerne l'harmonisation des codes pétroliers africains et l'optimisation des capacités de raffinage sur le continent, a souligné M. Ghezali, rappelant que l'Afrique exporte actuellement environ 70% de ses 7 à 8

millions de barils de brut produits par jour, en raison du manque d'infrastructures de transformation et de raffinage.

Pour remédier à cette situation, l'APPO a élaboré un modèle de raffinage mutualisé reposant sur cinq hubs régionaux (Afrique du Nord, de l'Ouest, de l'Est et australe), prévoyant la mise en place d'un écosystème intégré incluant oléoducs de distribution et complexes pétrochimiques.

"L'objectif est de transformer la matière première sur place afin de soutenir le tissu industriel africain", a-t-il relevé, ajoutant que cette approche suscite un vif intérêt auprès de plusieurs pays souhaitant rejoindre l'organisation, tels que la Mauritanie, le Mozambique ou la Guinée.

Dans cette dynamique d'intégration, l'expertise algérienne est fortement sollicitée par plusieurs pays africains, a-t-il indiqué, soulignant qu'elle bénéficie d'une reconnaissance dans plusieurs domaines tels que le gaz, la recherche, la distribution ou les réseaux électriques.

A l'initiative de l'Algérie, l'APPO a également lancé un projet de création d'une autorité africaine de régulation destinée à standardiser les normes techniques du marché continental. "Notre rôle fondamental est de connecter les Etats membres afin de les faire avancer ensemble", a-t-il rappelé, estimant que la coopération constitue la colonne vertébrale de l'organisation, à travers les échanges d'expertise, les bonnes pratiques et la mise en relation des pays membres.

APS

SANTÉ

De nouveaux pôles d'excellence pour améliorer la prise en charge dans le Sud

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a souligné, lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Adrar, la poursuite du renforcement du système de santé dans les wilayas du Sud par des pôles d'excellence, afin d'améliorer la couverture sanitaire et de rapprocher les services de santé spécialisés des citoyens, indique mardi un communiqué du ministère. La visite de travail et d'inspection effectuée, lundi, par le ministre de la Santé dans la wilaya d'Adrar, a été couronnée par "plusieurs décisions et mesures visant à renforcer la couverture sanitaire et à améliorer la prise en charge des citoyens, notamment à travers la poursuite du renforcement du système de santé par des pôles d'excellence, de promouvoir l'équité dans l'accès aux soins et de rapprocher les services de santé spécialisés des citoyens", précise le communiqué. A

cet égard, le ministre a insisté sur "la nécessité de parachever les projets de santé en cours de réalisation, de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir leur mise en service dans les plus brefs délais et de programmer le projet de réalisation d'un hôpital d'une capacité de 120 lits dans la commune de Reggane, dans le cadre des préparatifs de l'avant-projet de loi de finances pour l'année 2027".

M. Ait Messaoudene a également donné des instructions pour "le raccordement de l'hôpital de Zaouiet-Kounta au réseau de fibre optique et le renforcement du processus de numérisation, en le reliant aux différentes plateformes numériques du secteur", tout en insistant sur "le renforcement de la numérisation au niveau de l'hôpital mixte de 240 lits, l'acquisition d'un appareil IRM au profit de cette structure sanitaire et l'opérationnalisation de son service de cardio-

logie interventionnelle". Il a également ordonné "le lancement d'un programme de partenariat et d'accompagnement avec le CHU Mustapha-Pacha afin d'assurer le démarrage effectif de l'activité de cathétérisme cardiaque, à travers l'envoi d'équipes médicales spécialisées et la prise en charge de la formation du personnel local" et "la réorganisation des activités de néphrologie et d'hémodialyse au niveau de l'hôpital mixte de 240 lits, avec la préparation du lancement du programme de transplantation rénale à court terme".

Dans le même contexte, le ministre a insisté sur "le renforcement des spécialités médicales de pointe au niveau de la wilaya, notamment à travers la préparation à l'introduction de l'activité de la médecine nucléaire dans la vision future du développement des services de santé spécialisés", soulignant "l'importance de réajuster la répartition des ressources

humaines de santé en fonction des besoins des établissements et d'ouvrir de nouvelles spécialités dans le cadre de la formation médicale spécialisée au profit des wilayas du Sud".

Les conclusions de cette visite ont également donné lieu à d'autres décisions, parmi lesquelles "le transfert du personnel médical, paramédical et administratif de l'Établissement public hospitalier (EPH) de 120 lits vers l'hôpital mixte de 240 lits, en prévision du lancement des travaux de réhabilitation de l'établissement et la restructuration de l'EPH de 120 lits en hôpital spécialisé mère et enfant".

La direction de la Santé de la wilaya a, dans ce cadre, été chargée d'élaborer et de mettre en œuvre le plan organisationnel relatif au transfert des activités de santé, à même de garantir le bon fonctionnement des structures sanitaires.